

AFFAIRES

La Presse

S&P / TSX	TSX CROISSANCE	S&P / TSX 60	NASDAQ CANADA	NASDAQ	DOW JONES	S&P 500	OR	PÉTROLE	DOLLAR
6336,86 1,69 0,0%	899,21 -4,33 -0,5%	357,84 0,42 0,1%	211,85 0,04 0,0%	1298,71 -21,52 -1,6%	8317,34 -176,93 -2,1%	882,50 -13,64 -1,5%	310,70 \$US -1,30 -0,4%	26,82 \$US 0,01 0,0%	63,90 CUS 0,05 65,33 CEURO -0,19

CAHIER D | LA PRESSE | MONTRÉAL | VENDREDI 25 OCTOBRE 2002

BOURSES

La phase deux de NASDAQ Canada reportée indéfiniment

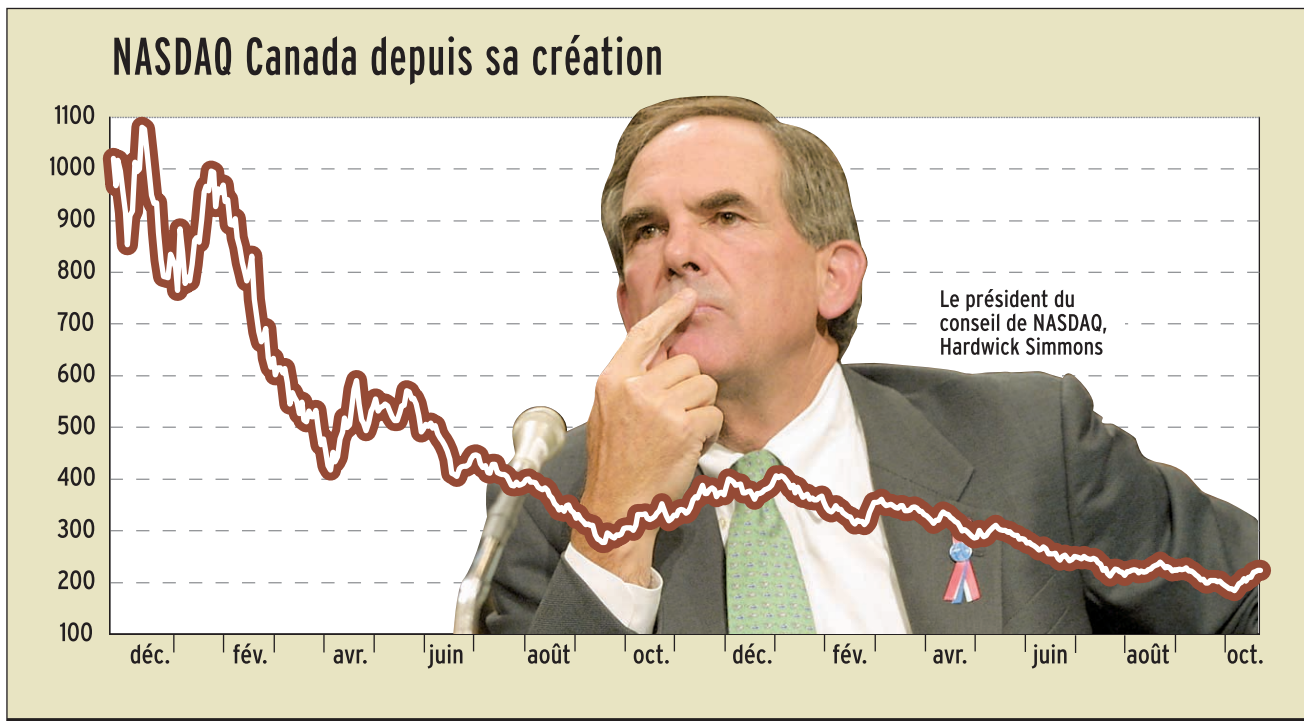
HÉLÈNE BARIL

Déjà reportée à deux reprises, la véritable implantation de la Bourse électronique américaine NASDAQ à Montréal est encore une fois remise à plus tard. La phase deux de NASDAQ Canada, qui doit permettre aux entreprises d'ici de s'inscrire à sa cote, ne se fera pas d'ici la fin de l'année comme il était prévu.

« Encore une fois, ça devra attendre que les conditions du marché soient meilleures », a fait savoir hier le président du conseil et chef de la direction de NASDAQ, Hardwick Simmons, au cours d'une entrevue avec *La Presse*.

M. Simmons, qui était l'invité hier du Centre financier international de Montréal (CFI), n'a pas voulu avancer de nouvelle date pour la réalisation de la phase tant attendue par les entreprises et les courtiers. « Actuellement, a-t-il dit, NASDAQ tente de réduire les choses qu'elle essaie de faire en même temps, et la chose la plus intelligente que nous avons à faire ici au Canada, c'est d'attirer un plus grand nombre de participants. »

Même si son arrivée a été annoncée en grande pompe à l'automne 2000, NASDAQ Canada n'a encore qu'une présence virtuelle à Montréal. Les courtiers qui sont membres de la Bourse électronique



américaine ne peuvent qu'échanger des titres américains, en dollars US. C'est la phase deux de NASDAQ Canada, celle qui permettra aux entreprises canadiennes de s'inscrire à sa cote et d'échanger leurs actions en dollars canadiens ou américains, qui marquera réellement le début des activités de NASDAQ Canada.

Cette étape importante, d'abord prévue pour le printemps 2001, a été reportée une première fois au début de 2002, puis à la fin de l'année. Une troisième étape devait suivre, soit l'établissement d'un lien entre les différentes places d'affaires de NASDAQ dans le

monde, aux États-Unis, en Europe ou au Japon.

Rien de tout cela ne s'est déroulé comme prévu. NASDAQ a même quitté le Japon, et réduit considérablement ses visées en Europe. Il n'est plus question de fusion avec la Bourse de Londres, et la Bourse américaine se contente actuellement d'une présence symbolique en Allemagne en partenariat avec quatre banques allemandes.

« La situation a changé considérablement sur le marché depuis deux ans, a plaidé hier le président de NASDAQ. L'entreprise elle-même, frappée doublement par

l'éclatement de la bulle technologique et par l'effondrement des marchés, doit remettre encore une fois son inscription en Bourse. »

Initialement prévu pour l'an dernier, le premier appel public à l'épargne de NASDAQ a été reporté plusieurs fois et le sera encore, a indiqué M. Simmons, au moins jusqu'au deuxième trimestre de 2003.

NASDAQ, dont les actions appartiennent à des courtiers, se débat avec des revenus en chute libre.

Voir NASDAQ en D2

L'ex-architecte de la Caisse de dépôt s'adresse à Pauline Marois

ANDRÉ NOËL

L'ARCHITECTE Ruth Bélanger, qui a révélé que deux hauts dirigeants de la Caisse de dépôt et placement du Québec avaient profité de services professionnels gratuits pour leurs projets de maison, a confié que tout son dossier sur cette affaire avait été confisqué lors de son départ forcé de SITQ Immobilier, une filiale de la Caisse.

Mme Bélanger a écrit une lettre à la ministre des Finances, Pauline Marois, hier, pour lui demander d'intervenir afin que son dossier personnel lui soit rendu. Plus tôt cette semaine, Mme Marois a déclaré que l'utilisation personnelle faite par le vice-président de la Caisse, Claude Séguin, de services professionnels d'une filiale de son organisme était « inadmissible ».

Informée de cette affaire par *La Presse*, la Caisse a demandé à M. Séguin de rembourser la somme de 2010,11 \$ au début d'octobre. Mme Bélanger a déclaré à TQS que, selon elle, ce montant ne correspondait pas à la valeur des services rendus. Mais pour le prouver, elle a besoin de son dossier, qui comprend entre autres son agenda électronique, les courriels adressés à M. Séguin et à d'autres personnes, les télécopies annotées, etc.



Photothèque La Presse ©
Pauline Marois

« Dans le but de faire toute la lumière sur le dossier concernant les services professionnels gratuits rendus par la SITQ à MM. Claude Séguin et Claude Legault (ancien président de SITQ), je vous serais reconnaissante d'intervenir afin que mon dossier personnel sur le projet de résidence de Claude Séguin me soit rendu », écrit l'architecte dans sa lettre à Mme Marois.

« En effet, ce dossier, qui me permettrait de fournir les preuves de mes allégations et d'établir le juste montant des services rendus, m'a été confisqué par M. Gontrand Plante de la SITQ, le 8 février 2002. »

Jacques-André Chartrand, directeur des communications à SITQ Immobilier, a refusé de commenter cette lettre, la cause étant inscrite au tribunal. En effet, Mme Bélanger, qui estime avoir été injustement congédiée ce 8 février 2002, a entamé des poursuites judiciaires contre SITQ. De son côté, Richard Pierre Caron, porte-parole de Mme Marois, a dit que la lettre de Mme Bélanger serait acheminée à la Caisse de dépôt.

Toujours au cours d'une entrevue à TQS, mercredi soir, Mme Bélanger a souligné qu'elle n'avait pas été la seule employée de SITQ à travailler pour le projet de maison de M. Séguin. Selon elle, son supérieur de l'époque a aussi consacré du temps à ce dossier, tout comme un technicien, qui s'est rendu deux fois sur le chantier, sur le flanc sud du mont Royal.

La Caisse n'a pas demandé de remboursement à M. Legault, les services ayant été minimes dans ce cas. M. Legault a quitté la direction de SITQ Immobilier et est actuellement consultant à la Cadim, une autre filiale de la Caisse.

AUJOURD'HUI

La Bourse fait sourire

Depuis deux semaines, les investisseurs ont retrouvé le sourire. Avec raison, car depuis le creux du mercredi 9 octobre dernier, le S&P/TSX a progressé de 11,3 %. Les indices américains ont encore mieux fait, le Dow Jones gagnant 14,2 %, le S&P 500 avançant de 13,6 %, alors que le NASDAQ ajoutait 16,6 % à son avance. *Page 3*

Forzani a une bonne longueur d'avance

Au moment où certains grands détaillants nationaux, comme La Baie, Sears Canada et Chapters, traversent une période plus ou moins éprouvante, la solide performance du Groupe Forzani a de quoi susciter l'intérêt et l'envie de ces rivaux ces temps-ci. *Page 4*

Coupable d'une fraude de 691 millions US

Un ex-cambiste de la filiale américaine Allfirst de la banque irlandaise Allied Irish Bank a plaidé coupable hier dans le cadre de l'enquête sur un scandale financier portant sur 691 millions US de pertes. *Page 15*

Un grand virage vert pour Toyota

Tous ses véhicules seront munis de moteurs hybrides d'ici 2012

d'après Bloomberg

DETROIT — Toyota Motor, troisième constructeur automobile au monde, projette d'équiper de moteurs hybrides essence-électricité tous ses véhicules d'ici 2012 pour réduire la consommation d'essence et les émissions de gaz à effet de serre à l'échappement, affirme un dirigeant du constructeur japonais.

Le système essence-électricité émet jusqu'à 40 % moins de dioxyde de carbone que les moteurs traditionnels à combustion interne, précise Masatami Takimoto, directeur général de la conception des moteurs au cours d'une entrevue dans le cadre d'une conférence à Detroit. Toyota fut le premier constructeur à vendre un véhicule hybride, soit le Prius, en 1997. Les analystes soutiennent que le projet de Toyota pourrait obliger les concurrents à revoir de fond en comble leur stratégie.

Les constructeurs automobiles souhaitent réduire les émissions de leurs véhicules au moment où les gouvernements durcissent les règles touchant la pollution, et certains concurrents tels General Motors se concentrent sur des piles à combustible plutôt que sur des hybrides. Toyota est le seul constructeur capable de fabriquer bientôt suffisamment d'hybrides pour surmonter le handicap actuel de 3000 \$ US de plus par véhicule qu'il en coûte pour ce genre de véhicule par rapport aux voitures et aux camions traditionnels, avance Chris Struve, analyste de Fitch Ratings.

« La seule façon de réduire les coûts est d'augmenter la production », dit M. Struve, établi à Chicago et qui étudie les effets des nouvelles technologies et des règles environnementales sur les constructeurs automobiles. « S'ils peuvent réussir leur coup, leur économie de carburant sera formidable et ils n'auront jamais à se soucier des émissions », dit-il.

Modèles hybrides

Le projet de Toyota « va probablement forcer certains concurrents à revoir des éléments de leurs stratégies à long terme », dit Thad Malesh, directeur des technologies de moteurs alternatifs chez J.D. Power & Associates, firme de recherches en marketing. « Voilà qui fera de la technologie de Toyota la norme de facto de l'industrie », ajoute-t-il.



Photo Bloomberg ©

Toyota fut le premier constructeur à vendre un véhicule hybride, soit le Prius, en 1997.

Toyota a vendu 5,9 millions de voitures et de camions l'an dernier, y compris 36 928 hybrides. La Prius, vendue aux États-Unis, au Japon et en Europe, combine un moteur à combustion interne et un moteur électrique. Sa consommation est de 50 milles au gallon.

Voir TOYOTA en D2



HABITATIONS

SERVICES COMPRIS

Pour les gens de 50 ans et plus, voici un concept de maison où les propriétaires partagent la table de billard et la salle d'exercice.



MONTTOIT

À lire, demain dans **La Presse**

Le gouverneur de la Banque du Canada veut un dollar plus fort

Reuters et PC

NEW YORK – Le gouverneur de la Banque du Canada estime que les spéculateurs ne parient pas contre la devise canadienne comme certains le craignaient plus tôt cette année et voudrait donc un dollar plus vigoureux.

« Serais-je plus heureux avec un dollar canadien plus fort ? La réponse est oui, parce que ça facilite nos efforts de contrôle de l'inflation », a dit David Dodge au cours d'une conférence de presse au consulat canadien à New York.

Le dollar canadien vaut actuellement environ 64 cents US en dépit du fait que l'économie nationale af-

fiche la plus forte croissance des pays industrialisés.

L'économie canadienne a crû au rythme annualisé de 5,2 % à la première moitié de 2002, et la Banque du Canada table sur une croissance de 4 % au troisième trimestre.

David Dodge a également fait mention de la politique sur les taux d'intérêt, se disant convaincu que la Banque du Canada n'avait pas haussé ses taux trop rapidement cette année.

La Réserve fédérale américaine (Fed) a laissé ses taux inchangés depuis la série de réductions en 2001, contrairement à la Banque du Canada qui a pris les devants du G7 en relevant les siens à trois reprises cette année.

Le taux de financement à un jour de la banque centrale canadienne est maintenant de 2,75 %.

Bien que la Banque du Canada ait laissé ses taux inchangés aux deux dernière réunions, certains déplorent qu'elle ait augmenté si rapidement le coût du crédit au cours de l'année.

« Je ne crois vraiment pas que nous sommes allés trop rapidement. C'est clair », a dit David Dodge.

Le dollar canadien a clôturé à 63,91 cents US hier, en hausse de 0,06 cent. Le dollar américain a fermé la séance à 1,5647 \$ CAN, en baisse de 0,15 cent.

La livre sterling valait 2,4323 \$ CAN, en hausse de 0,75 cent, et 1,5545 \$ US, en hausse de 0,63 cent.

L'euro a conclu à 1,5303 \$ CAN, en hausse de 0,09 cent. Ces cours sont fournis par BMO Nesbitt Burns.



Photothèque La Presse ©

David Dodge, gouverneur de la Banque du Canada.

Le tribunal rejette les procédures engagées par des créanciers d'Uniforêt

MARIE TISON
Presse Canadienne

LA COUR SUPÉRIEURE du Québec a rejeté les procédures engagées par des détenteurs de billets américains d'Uniforêt.

Cette décision permettra à la dernière catégorie de créanciers de la société forestière de se prononcer sur son plan d'arrangement.

« Ça fait depuis avril 2001 que nous sommes dans ces procédures, a déclaré le vice-président aux finances et à l'administration d'Uniforêt, Serge Mercier, en entrevue téléphonique hier. Nous avons hâte d'en sortir, autant au niveau de l'entreprise que des créanciers, des employés et de tous les intervenants financiers qui tournent autour d'Uniforêt. »

La société forestière s'est placée sous la protection de la Loi sur les arrangements avec des créanciers des compagnies au printemps 2001.

En août 2001, six des sept catégories de créanciers d'Uniforêt ont approuvé le plan d'arrangement proposé par la société. Toutefois, l'assemblée qui devait réunir la septième catégorie, celle des porteurs de billets américains, a été suspendue en raison des procédures engagées par un groupe de six porteurs, détenant pour 33,5 millions de dollars américains de billets américains.

Ces détenteurs contestaient la composition de la catégorie et notamment l'inclusion de Jolina Capital. Il s'agit d'une société de portefeuille, contrôlée par Lino Saputo, qui détient pour 83,7 millions US de billets américains.

Les billets américains représentent la majeure partie de la dette d'Uniforêt, soit 195,3 millions CAN (125 millions US) sur un total de 250,1 millions CAN.

Uniforêt a offert 100 millions CAN aux détenteurs de ces billets sous forme d'argent comptant et de nouveaux billets, soit 51 % de leur valeur.

Par comparaison, Uniforêt n'a offert que 23 % des sommes dues aux créanciers ordinaires et 8 % aux porteurs de débetures canadiennes.

« Nous avons un certain espoir qu'en fonction de ce qui a été offert, ces gens-là (les détenteurs de billets américains) vont accepter », a déclaré M. Mercier.

Pour que l'offre soit acceptée, Uniforêt doit obtenir l'assentiment de la majorité des détenteurs. Il faut également que les détenteurs favorables détiennent au moins les deux tiers de la valeur des billets américains.

« Nous avons le soutien de Jolina Capital, ce qui nous assure le deuxième volet », a déclaré M. Mercier.

Il reste cependant à rallier la majorité des détenteurs.

« On ne peut jamais vendre la peau de l'ours avant de l'avoir abattu, mais au moins, aujourd'hui, nous sommes capables de faire cette procédure-là », a ajouté M. Mercier.

Uniforêt n'a pas encore fixé la date de l'assemblée des détenteurs de billets américains, mais selon M. Mercier, celle-ci devrait avoir lieu d'ici une trentaine de jours. Si les détenteurs des billets américains approuvent le plan, l'entreprise devra le soumettre à la cour pour le faire homologuer.

Uniforêt ne prévoit toujours pas rouvrir l'usine de pâte de Port-Cartier, fermée en février 2001. Toutefois, elle poursuit ses activités à ses scieries de Port-Cartier et de Péribonka, en dépit du marché difficile du bois d'oeuvre à la suite de l'imposition de droits compensatoires et antidumping.

« Nous réussissons à obtenir des preneurs pour notre marchandise et nous réussissons aussi à couvrir nos coûts », a déclaré M. Mercier.

L'action d'Uniforêt a gagné 17 cents hier pour clôturer à 48 cents. Il s'agit d'un bond de près de 55 %.

Suppressions d'emplois chez Telus Québec

CARL THÉRIAULT
collaboration spéciale

RIMOUSKI — Les compressions budgétaires chez Telus ont touché la filiale québécoise hier, lorsque la deuxième société de télécommunication au Canada a annoncé l'élimination d'au moins une centaine d'emplois à Rimouski et dans l'Est du Québec.

Les coupes seront faites dans les prochains mois. Telus Québec emploie actuellement 1200 personnes au siège social de l'ex-groupe QuébecTel, à Rimouski, et dans l'Est du Québec. Cette région compte la moitié des effectifs québécois de Telus. Mais la réorganisation des

« façons de faire et des procédés » aura un effet neutre d'ici 18 mois par la création d'autant de nouveaux emplois, affirme Gilbert Laprise, vice-président aux ressources humaines de Telus Québec.

« Il nous faut, par exemple, plus de monde à la planification des réseaux à Rimouski quand on prend de l'expansion dans nos nouveaux marchés. Au milieu des années 1990, on a supprimé plus de 200 emplois mais on en a créé autant dans les mois et les années suivantes par la hausse de notre chiffre d'affaires. Il y a chez nous une stabilité des effectifs au lieu de pertes comme dans d'autres compagnies. »

La moitié du personnel touché aura accès à un nouveau programme de préretraite. Les autres employés seront sujets aux mécanismes prévus dans la convention collective.

« On essaie très souvent de replacer les gens dans l'organisation. Par exemple, des employés temporaires peuvent être remerciés mais leurs postes peuvent être comblés par des employés qui ont une permanence », a ajouté le porte-parole de Telus Québec.

Chez Telus Canada, les réductions de personnel dans l'Ouest canadien ont été beaucoup plus sévères : 6000 salariés sur 28 000 seront amputés de la liste de paie d'ici 2003.

Le gel des tarifs des services de base résidentiel et d'affaires de Telus Québec, imposé pour une période de quatre ans par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), a fait mal au groupe de télécommunications qui évaluait, seulement pour 2002, à environ 4 millions de dollars les pertes de revenus.

Le maire de Rimouski, Michel Tremblay, a réagi ainsi aux coupes annoncées : « C'est préoccupant. J'ai rencontré le président de Telus Québec et il m'a rassuré. C'est sûr qu'on est à la merci des décisions de la compagnie, du marché boursier et de ses effets sur les entreprises en télécommunications. Mais j'ai encore confiance. »

Le maire espère que Telus Québec fasse éventuellement des gains dans les marchés publics du gouvernement du Québec et de ses sociétés d'État.

« Je souhaite que le gouvernement du Québec s'engage davantage dans une entreprise en télécommunications comme Telus Québec qui a son siège social en régions à Rimouski. »

Il y a toujours dans le collimateur le projet de création par Telus Québec d'un centre d'appels qui consoliderait et créerait 300 emplois à Rimouski. Un dossier qui était toujours en mode actif il y a quelques semaines encore au gouvernement du Québec.

NASDAQ

Suite de la page D1

Les entreprises inscrites à sa cote ont vu leur capitalisation boursière dégringoler, et 60 % des actions inscrites à NASDAQ s'échangent maintenant à moins de 5 \$. Récemment, le président de NASDAQ a même évoqué la possibilité de conserver les transactions de titres qui passent sous la barre des 1 \$.

Pas de masse critique

Pour NASDAQ Canada, l'important est d'atteindre une masse critique de participants qui fera en sorte que tous les autres viendront. « Une fois cela atteint, nous pourrions commencer à penser à NASDAQ Canada comme un marché véritable et non plus seulement comme un accès à NASDAQ », a dit son président.

NASDAQ Canada veut encore plus de participants, et pense à recruter des filiales de firmes européennes qui pourraient être intéressées à la Bourse américaine à Montréal.

Cette semaine, le plus important courtier ca-

nadien, RBC Marché des capitaux, a finalement annoncé sa participation à NASDAQ Canada, après avoir boudé pendant deux ans. La plupart des courtiers se sont fait tirer l'oreille pour adhérer à la Bourse américaine, et le gouvernement du Québec a dû leur offrir une aide financière pour les inciter à le faire. La Caisse de dépôt, pour sa part, a menacé les firmes de courtage qui refuseraient de participer à NASDAQ Canada de ne plus traiter avec elles.

NASDAQ Canada a reçu une aide financière de 10 millions de dollars du gouvernement québécois, en plus d'un congé de taxe de 10 ans.

Aucun autre pays, nulle part dans le monde, n'a donné un tel appui à NASDAQ, a indiqué son président. Cette aide est fort appréciée, selon lui. « Ce n'est pas l'argent qui nous aide, c'est le soutien (sponsorship). »

M. Simmons affirme que NASDAQ n'a pas encore dépensé un sou de l'aide gouvernementale. Jusqu'à maintenant, les activités de NAS-

DAQ Canada sont essentiellement soutenues par NASDAQ, a-t-il précisé.

Le nouveau report dans l'implantation de NASDAQ Canada ne surprendra pas beaucoup de monde dans l'industrie. Plusieurs observateurs croient que le projet ne verra jamais le jour.

Ce n'est pas le cas du président du Groupe Jitney, Sylvain Perreault. « Je pense qu'ils (NASDAQ) ont vraiment l'intention de faire des affaires au Canada, mais qu'ils ont bien d'autres chats à fouetter », a-t-il commenté.

Selon lui, NASDAQ n'a pas les moyens, dans l'état actuel du marché, de « cracher » sur le marché marché canadien. NASDAQ n'est pas la seule Bourse à voir dû réviser ses projets, a fait valoir Sylvain Perreault, qui rappelle que la Bourse de Toronto a annoncé il y a deux ans une alliance avec la Bourse de New York dont personne n'entend plus parler.

TOYOTA

Suite de la page D1

Toyota vend également des modèles hybrides de sa berline Crown, de la fourgonnette Estima et de l'autobus Coaster au Japon.

Honda est le seul autre constructeur à vendre des modèles à essence-électricité, soit la Insight, à deux sièges, et une version de la Civic.

Toyota prévoit avoir recours à une bonne partie de la technologie qu'elle met au point pour les hybrides sur les véhicules à pile à combustible, véhicules que le constructeur compte produire à une grande échelle d'ici 2010, dit M. Takimoto. Les piles à combustible produisent de l'électricité grâce à une réaction chimique qui combine l'hydrogène et l'oxygène, et dans des conditions idéales, elles n'émettent que de la vapeur d'eau.

« Les hybrides représentent notre technologie principale pour résoudre les problèmes environnementaux », explique M. Takimoto. Toyota

étudie la façon d'utiliser les moteurs hybrides dans une gamme de véhicules allant des utilitaires sport aux voitures de sport. M. Takimoto n'a pas précisé le montant que le constructeur s'attend à consacrer à ce projet.

Vente aux concurrents

Toyota s'attend à vendre 300 000 hybrides par année par l'entremise de son réseau de concessionnaires d'ici 2007, dit M. Takimoto. Il s'agit d'un retard de deux ans par rapport à ce que la compagnie avait indiqué dans des déclarations antérieures. Ce nombre pourrait doubler ou même tripler grâce à la vente de la technologie à d'autres compagnies, a dit M. Takimoto.

Ainsi, Nissan, troisième constructeur automobile japonais, a fait savoir le mois dernier qu'il achèterait des pièces du moteur hybride de Toyota à partir de 2006. General Motors (GM) a

également manifesté de l'intérêt pour acquérir la technologie de Toyota, a précisé M. Takimoto.

Scott Fosgard, porte-parole de GM, a confirmé que la compagnie avait eu des pourparlers avec Toyota concernant l'achat de moteurs hybrides. Aucune décision n'a été prise, dit-il.

Au cours d'une entrevue réalisée plus tôt cette année, Rick Wagoner, PDG de GM, avait fait savoir qu'en 1999, il avait pris la décision de privilégier les piles à combustible après que sa compagnie eut renoncé à son investissement de 1 milliard US dans la voiture électrique EV-1. Il dit qu'il en était venu à la conclusion que les hybrides, avec leur combinaison essence-électricité et leurs batteries de réserve à prix élevé, offraient une meilleure solution, du point de vue économie, pour la conduite avec arrêts et départs comme à Tokyo et avec de l'essence se vendant 4 \$ US le gallon aux États-Unis.

2003!

NISSAN

LOUEZ UNE PATHFINDER POUR AUSSI PEU QUE 399\$ PAR MOIS*

*Sur approbation de crédit. Détails en magasin. Avec acompte. Les images sont à titre d'illustration seulement.

Cité Au Super Centre NISSAN de Montréal
NISSAN 3500 Jean Talon Ouest (Près de Côte-des-Neiges) Métro Namur
www.citenissan.com (514) 739-3175

800

Avis

805 AVIS DIVERS, COMMUNIQUÉS

C.O.M.O. TIRAGE #43
5390 4600 5825 4142 5145 4166 4136

850 AVIS DE DISSOLUTION, CHANGEMENTS DE NOM

AVIS DE DEMANDE DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que la compagnie **CONCEPT DLG INC.** constituée en vertu de la Partie 1A de la Loi sur les compagnies, ayant son siège social en la ville de Laval, province de Québec, demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre et qu'en conséquence de cette demande, elle n'a ni dettes ni obligations.
R 850

PRENEZ AVIS que la compagnie **9102-6278QUÉBEC INC.**, demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.
Eadwig Augustin, président
R 850

Gains importants sur les marchés depuis deux semaines

MICHÈLE BOISVERT

Depuis deux semaines, les investisseurs ont retrouvé le sourire. Avec raison, car depuis le creux du mercredi 9 octobre dernier, le S&P/TSX a progressé de 11,3 %. Les indices américains ont encore mieux fait, le Dow Jones gagnant 14,2 %, le S&P 500 avançant de 13,6 %, alors que le NASDAQ ajoutait 16,6 % à son avance.

« La remontée des deux dernières semaines est un élément extrêmement positif, déclare Maurice Marchon, économiste à HEC Montréal. Il ne faut pas cependant que le marché s'emballle, que les Bourses remontent trop vite. Ce serait alors un signe de grande volatilité plutôt qu'un signe de santé. »

Selon Vincent Delisle, stratège chez Valeurs mobilières Desjardins, le marché recelait de nombreuses aubaines au lendemain du 9 octobre, ce qui explique en partie le redressement des indices boursiers.

« Le marché souffrait d'un excès de pessimisme, les chasseurs d'aubaines s'en sont donné à coeur joie », dit-il.

Plusieurs grandes entreprises canadiennes, dont les actions avaient été particulièrement malmenées au cours de l'été, ont largement profité du rebond des Bourses.

Nortel en est peut-être le meilleur exemple. En deux semaines, son action a explosé de 119,7 %. L'action de Bombardier n'est pas en reste, car elle a bondi de 56,1 % depuis le 9 octobre. Les exemples sont nombreux, comme on peut le constater dans le tableau ci-contre.

« Après avoir largement diminué leurs estimations de profits, plusieurs entreprises ont réussi à dépasser les attentes, explique Clément Gignac, économiste en chef et stratège à la Financière Banque Nationale. Même si ces attentes étaient révisées à la baisse, les investisseurs ont accueilli avec soulagement la présentation de résultats conformes ou supérieurs aux prévisions. »

Le cas de Nortel est frappant à cet égard. Après avoir révisé non pas une, mais deux fois, ses prévisions de résultats pour le troisième trimestre, l'équipementier canadien a présenté, la semaine dernière, des profits conformes aux attentes.

Selon Clément Gignac, la qualité des profits s'améliore également. BCE, par exemple, a présenté mercredi de vrais profits, sans radiation, ni charges importantes.

Lorsqu'il s'agit de savoir si le redressement des deux dernières semaines sera durable, ou s'il ne s'agit que d'un rebond dans un marché toujours baissier, les opinions divergent.

« Je crois que nous revivons le scénario du mois d'août dernier, déclare Vincent Delisle. On se rappelle qu'après un redressement spectaculaire, les Bourses avaient tout reperdu au cours du mois de septembre. À mon avis, le rebond des Bourses ne sera pas durable. »

Jean-Paul Giacometti, gestionnaire de portefeuille chez Claret, estime plutôt que le mouvement de hausse pourrait être assez long.

« Je crois que les indices ne redescendront pas au creux du 9 octobre. Nous venons d'entrer dans une période haussière qui pourrait durer de six à 18 mois. Je ne dis pas que ce seront des hausses spectaculaires, mais je ne crains pas une rechute des indices. »

« Il y a encore beaucoup de volatilité dans le marché, déclare Marc Lévesque, économiste principal à la

Des gains importants depuis deux semaines

(de la fermeture le 9 oct. à la fermeture le 24 oct.)

Titres	Variation en %
Alcan	17,9
BCE	11,9
Nortel	119,7
Bombardier	56,06
Celestica	31,26
Banque Royale	10,57
Banque TD	20,67
Chemin de fer Canadien National	10,59

Indices	Variation en %
Dow Jones	14,15
S&P 500	13,61
NASDAQ	16,57
S&P/TSX	11,26

Source: Bloomberg

Banque TD. Les gens ne semblent pas très convaincus de la solidité de la hausse des deux dernières semaines. Depuis les deux ou trois

dernières séances, les marchés n'ont plus vraiment de direction. »

La séance d'hier fournit d'ailleurs un bon exemple de la grande volatilité des marchés. Après avoir ouvert en hausse, le Dow Jones a oscillé entre les gains et les pertes une bonne partie de la journée, pour finalement chuter au cours de la dernière heure de négociation.

Les experts attribuent ce revirement soudain à la décision, prise hier par l'Irak, d'expulser de son territoire tous les journalistes étrangers. Cette nouvelle a fait resurgir les craintes d'un conflit armé avec le pays de Saddam Hussein.

Le Dow Jones a finalement clôturé en baisse de 2 %, le S&P 500 a reculé de 1,5 %, tandis que le NASDAQ perdait 1,6 %. À Toronto, le S&P/TSX est demeuré stable.

« On se demande tous si le redressement que nous venons de connaître sera durable, admet Carlos Leita, économiste principal à la Banque Royale. Pour ma part, je suis plutôt sceptique. Il n'y a pas eu de changements énormes depuis deux semaines; les incertitudes, tant sur le plan économique que géopolitique, ne se sont pas dissipées. Je ne vois pas comment ça pourrait continuer. »

| ZLEA |

Ottawa appuie la possibilité de poursuites contre les pays

GILBERT LE GRAS
Reuters

OTTAWA — Après que sa quatrième plus grande banque eut abandonné un investissement de plusieurs millions en Argentine, le Canada appuie une proposition qui permettrait à des compagnies de poursuivre des pays dans le cadre d'un accord de libre-échange à l'échelle du continent américain, a indiqué hier un haut fonctionnaire canadien.

La proposition, qui doit être discutée le 1^{er} novembre, au cours d'une rencontre ministérielle à Quito, en Équateur, est similaire à la loi controversée s'appliquant à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), qui lie les États-Unis, le Canada et le Mexique.

Les détracteurs de cette proposition affirment qu'elle empiète sur la souveraineté des États en matière de santé, d'éducation et de culture.

Le Canada désire que ces trois domaines soient exclus des négociations pour mettre en place la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), qui s'étendrait de l'Alaska à la Terre de Feu. Mais, ajoute-t-il, tous les autres types d'investissements devraient y être inclus.

« Il est dans notre intérêt que les investissements du Canada dans les pays de la zone proposée soient traités équitablement », a indiqué le haut fonctionnaire.

Une loi serait donc nécessaire pour permettre aux investisseurs de se défendre devant les tribunaux en cas d'expropriation par un gouvernement étranger, a-t-il poursuivi.

La dévaluation du peso en Argentine, qui a poussé les banques locales et étrangères au bord de la faillite en 2001 puisque les dépôts et les prêts étaient libellés en dollars américains, est une des raisons pour lesquelles une loi serait nécessaire, a-t-il dit.

Les détracteurs de cette proposition affirment qu'elle empiète sur la souveraineté des États en matière de santé, d'éducation et de culture.

« Les Argentins auront de la difficulté à attirer les investisseurs étrangers sans ce type de règlement. »

La Banque Scotia s'est départie de sa filiale argentine le mois dernier pour une fraction de son coût original, radiant la totalité de son investissement de 540 millions, après que les autorités du pays eurent mis fin à la plupart de ses activités.

La rencontre de Quito sera la première rassemblant les responsables du Commerce des 34 pays de la ZLEA depuis plus d'un an. Ils tenteront d'établir les bases pour mettre en place ce qui pourrait être la plus grande zone de libre-échange du monde à partir de 2005.

Depuis la dernière réunion, plusieurs pays sud-américains ont fait face à des crises économiques et politiques, notamment le Brésil, l'Argentine, le Venezuela, le Pérou, l'Uruguay et le Paraguay.



Photo Bloomberg ©

Célébration

Barbara Stymiest, présidente de la Bourse de Toronto (TSX Group), a présenté hier dans la Ville reine un timbre-poste de 48 cents soulignant le 150^e anniversaire de la Bourse. On voit à l'arrière une reproduction géante du timbre-poste.

Retour des investisseurs étrangers sur le marché canadien

Presse Canadienne

OTTAWA — Les investisseurs étrangers sont revenus sur le marché des obligations canadiennes en août, achetant pour 2,6 milliards de dollars, après avoir réduit leurs actifs pour un total de 2 milliards en juin et juillet.

Cependant, cet achat est négligeable après que les investisseurs étrangers eurent vendu pour un niveau quasi record de 3,5 milliards de dollars en juillet, selon Statistique Canada.

Les Canadiens ont continué à acheter des titres étrangers, mais leur investissement de 700 millions en

août et 400 millions en juillet sont sous la moyenne des 2,2 milliards mensuellement, pour les six premiers mois de l'année.

Ils ont réduit leurs avoirs à l'étranger de 700 millions en août, leur premier retrait depuis mars. Ainsi, ils ont acheté pour 900 millions de dollars de bons du Trésor outre-mer, mais ont vendu pour 1,8 milliard de dollars de bons américains.

Banque de Montréal

AVIS DE DIVIDENDES

AVIS est par les présentes donné que les dividendes par action en circulation de la Banque de Montréal pour le trimestre courant sont déclarés payables aux actionnaires inscrits à la clôture des livres, le 1^{er} novembre 2002, selon les modalités ci-dessous :

- Dividende n° 576, au taux de 0,30 \$ par action ordinaire entièrement libérée, payable à compter du 28 novembre 2002;
- Dividende n° 23, au taux de 0,346875 \$ par action privilégiée entièrement libérée de catégorie B, à dividende non cumulatif, série 3, payable à compter du 25 novembre 2002;
- Dividende n° 19, au taux de 0,30 \$ par action privilégiée entièrement libérée de catégorie B, à dividende non cumulatif, série 4, payable à compter du 25 novembre 2002;
- Dividende n° 19, au taux de 0,33125 \$ par action privilégiée entièrement libérée de catégorie B, à dividende non cumulatif, série 5, payable à compter du 25 novembre 2002;
- Dividende n° 18, au taux de 0,296875 \$ par action privilégiée entièrement libérée de catégorie B, à dividende non cumulatif, série 6, payable à compter du 25 novembre 2002; et
- Dividende n° 4, au taux de 0,371875 \$ U.S. par action privilégiée perpétuelle entièrement libérée de catégorie B, à dividende non cumulatif, série 10, payable à compter du 25 novembre 2002.

Au lieu de recevoir leur dividende en argent, les actionnaires de la Banque de Montréal peuvent le recevoir en actions ordinaires de la Banque conformément au Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions pour les actionnaires. À cet égard, les actionnaires qui voudraient participer à ce programme doivent faire parvenir leur formule d'adhésion à la Société de fiducie Computershare du Canada, 1500, rue University, Bureau 700, Montréal (Québec) H3A 3S8 avant la clôture des livres le 1^{er} novembre 2002.

Les propriétaires d'actions détenues et enregistrées dans un compte prête-nom qui désirent participer au Régime doivent demander l'inscription de leur nom au registre des actionnaires en transférant ces actions à leur nom ou dans un compte spécifique, séparé et enregistré, tel qu'un compte numéroté dans une banque ou une société de fiducie. Pour de plus amples renseignements, téléphoner à la Société de fiducie Computershare du Canada au numéro 1 800 332-0095.

Par ordre du conseil d'administration
VELMA J. JONES
Vice-présidente et secrétaire
Toronto, le 22 octobre 2002

Remise de deux bourses de la Fondation Armand-Frappier commanditées par Dessau Soprin/Giasson

Farregut/Innovitech/Marton/Tecsult



De gauche à droite : M. Pierre Lapointe, directeur général de l'INRS, M. Charles Dozois, directeur de recherche, M. Denis Guindon, vice-président, Dessau Soprin, Mme Maria Lymberopoulos, inscrite au programme de maîtrise en microbiologie appliquée qui reçoit une bourse de 12 000 \$, M. Clément Joly, président de la Fondation Armand-Frappier et Mme Marie Lynne Desrochers, vice-présidente régionale, RBC Banque Royale.

2003!

NISSAN

LOUEZ UNE MAXIMA POUR AUSSI PEU QUE 399\$ PAR MOIS*

*Sur approbation de crédit. Détails en magasin. Avec acompte. Les images sont à titre d'illustration seulement.

Cité Au Super Centre NISSAN de Montréal
3500 Jean Talon Ouest
(Près de Côte-des-Neiges) Métro Hamur
NISSAN
www.citenissan.com (514) 739-3175

ELVIS

s t o r y

ÉTÉ 2003

EN VENTE DANS 3 JOURS

3090051A

Une bonne longueur d'avance sur la concurrence



RICHARD DUPAUL
PROFIL BOURSIER

Au moment où certains grands détaillants nationaux, comme La Baie, Sears Canada et Chapters, traversent une période plus ou moins éprouvante, la solide performance du Groupe Forzani a de quoi susciter l'intérêt et l'envie de ces rivaux ces temps-ci.

Après avoir frôlé la catastrophe en 1996 à la suite d'acquisitions coûteuses, le spécialiste des vêtements et articles de sport, propriétaire des chaînes Sports Experts, Intersport, Sports Chek, Sport Mart et Coast Mountain, réussit bon an mal an à augmenter ses revenus de plus de 25 %. Qui plus est, ses profits ont grimpé de près de 50 % annuellement au cours des trois dernières années, un rendement inégalé parmi les grands détaillants au Canada et même aux États-Unis.

Aussi, Forzani constitue le premier choix de plusieurs analystes boursiers dans le secteur du commerce de détail, les experts étant convaincus que le détaillant de Calgary peut maintenir cette cadence encore un bout de temps... avant de se buter à des problèmes de croissance.

« Je pense que Forzani va continuer à croître encore rapidement pour encore deux ou trois ans », affirme Jamie Spreng, de la firme Canaccord Capital.

« Ils ont trouvé la bonne recette », note de son côté Keith Howlett, de Valeurs mobilières Desjardins. On ne peut pas dire la même chose de certaines chaînes américaines de magasins de sport, comme Footlocker et Footstar, qui ont récemment revu à la baisse leurs projections de bénéfices. D'ailleurs, ces annonces ont éclaboussé l'action de Forzani, qui s'est quelque peu repliée en Bourse ces derniers temps.

Dans une récente étude, Jim Durran, de Financière Banque Nationale, affirme qu'il ne faut pas se laisser décourager par la contre-performance des Américains, et il a identifié plusieurs facteurs qui permettent à Forzani de se distinguer. En voici certains :

> Les souliers de sport vendus par les magasins de Forzani — toujours le segment du marché qui connaît la plus forte croissance — se situent dans la gamme de prix moyens (65-90 \$), alors que les détaillants

LE GROUPE FORZANI LTÉE

Boutique Sports Experts, angle des rues Sainte-Catherine et Mansfield à Montréal.

EN BOURSE

Source : Bloomberg

RÉTROSPECTIVE FINANCIÈRE

(en millions de dollars, sauf pour le bénéfice par action)

	2002	2001	2000
Revenus	758,3	568,6	454,1
Bénéfice net	20,6	12,5	8,2
Bénéfice par action	0,76	0,47	0,30

américains misent surtout sur la gamme de prix élevés (90-150 \$), moins populaire en ces temps de ralentissement économique aux États-Unis.

> Grâce à des soldes bien orchestrés et à une offre accrue de marques maison (des vêtements surtout), les prix des articles chez Forzani sont encore plus alléchants que l'an passé, ajoute M. Durran. D'ailleurs, Forzani s'est donné pour objectif d'augmenter la part de ses revenus provenant des ventes de marques maison, comme Firefly, McKinley et Tecno, qui passerait de près de 11 % actuellement à 20 ou 25 % d'ici trois ans. Les marques maison ont pour avantage d'être offertes à prix inférieurs à ceux des grandes marques, comme Nike ou Adidas, mais elles procurent une marge de profit supérieure.

> Finalement, le marché américain des articles de sport est plus com-

pétitif qu'au Canada et ce, pour différentes raisons. Entre autres, il y a un surplus de magasins chez nos voisins du Sud, parmi les grandes surfaces en particulier, ce qui n'est pas le cas au Canada. Au contraire, Forzani a entrepris de fermer ou de rénover plusieurs petits magasins, dans la chaîne Sports Experts notamment, pour faire place à des magasins plus grands de 20 000 à 25 000 pieds carrés.

Ces établissements peuvent ainsi offrir une gamme plus variée de produits, dont des vêtements de plein air ayant des marges de profit plus intéressantes. En plus, Forzani profite de conditions plus avantageuses de location auprès des propriétaires de centres commerciaux du fait que ses magasins sont plus grands.

Cela dit, Forzani commet des erreurs comme tout le monde. Il y a quelques jours, la compagnie a annoncé qu'elle abandonnait son site de vente par Internet, Sport-Check.ca, en raison du faible nombre de transactions qui minent ses espoirs de rentabiliser cette division. « La direction estime qu'il faudrait trop de temps et d'argent pour que SportCheck atteigne une taille suffisante pour faire de l'argent », explique M. Howlett, qui estime que cette aventure coûtait un million par année à Forzani.

Malgré tout, la direction reste confiante que l'entreprise peut encore doubler ses revenus à 2 mil-

liards de dollars d'ici cinq ans en ouvrant de nouveaux magasins et en diversifiant sa gamme de produits. Le risque de cannibalisation entre les différentes chaînes est bien réel, selon les experts, mais jusqu'ici Forzani a réussi à bien différencier ses bannières.

M. Howlett évalue que Forzani détient près de 15 % du marché au Canada, une position avantageuse qui lui permet d'obtenir les meilleures conditions d'approvisionnement. Et il rappelle que 55 à 60 % du marché canadien est encore entre les mains d'indépendants, ce qui laisse une bonne place à la consolidation.

« Il y a quelque 300 indépendants qui ferment leurs portes chaque année. Forzani a donc une occasion de prendre la place de ceux qui se retirent », affirme M. Spreng.

Selon la firme Thomson Investors Network, les analystes prévoient que Forzani enregistrera un bénéfice de 1,09 \$ par action cette année et de 1,49 \$ l'an prochain. M.M. Durran et Cheng ont établi un prix-cible de 30 \$ pour l'action sur un horizon de 12 mois. Cela correspond à un ratio cours-bénéfice passablement élevé de 25 :1, mais celui-ci est justifié par la croissance rapide de la compagnie, estime M. Durran. Il reste à voir si Forzani sera à la hauteur.

Plus prudent, M. Howlett mise sur un prix-cible de 28 \$ d'ici un an.

Le bénéfice recule chez Barrick et bondit chez Goldcorp

Presse Canadienne

TORONTO — Le bénéfice net de Barrick Gold a reculé de 40 % au trimestre échu le 30 septembre. Mais celui d'une autre aurifère, Goldcorp, a nettement augmenté durant la même période.

Le plus grand producteur canadien d'or, Barrick Gold, a ainsi réalisé un profit de 34 millions de dollars américains, comparativement à celui de 59 millions US obtenu au troisième trimestre de 2001.

« Je ne veux nullement minimiser ce trimestre, a affirmé hier le président Randall Oliphant, mais je ne veux pas non plus l'exagérer. » Selon le patron de Barrick, celle-ci prévoit toujours atteindre l'objectif d'une production de 5,7 millions d'onces d'or sur l'année, « ce sera même 3 % de mieux que ce que nous pensions ».

Au dernier trimestre, Barrick a extrait et raffiné 1,38 million d'onces, comparativement à 1,53 million un an plus tôt. De moins bons rendements en or pour certains gisements expliquent ce recul de même que, sous un autre aspect, des coûts plus élevés que prévu les six premiers mois de l'année, lesquels se sont révélés « plus persistants que prévu », a signalé M. Oliphant.

Le bénéfice net des neuf premiers mois de l'année totalise 139 millions US, en baisse par rapport aux 204 millions US dégagés à la même période l'an dernier.

Néanmoins, estime l'analyste Barry Cooper, de la banque CIBC, Barrick Gold a bel et bien les reins assez solides pour réaliser son programme de 2 milliards US de mise en route de quatre gisements d'ici cinq ans. Mais, selon lui, il faudra un certain temps pour que les conditions économiques permettent de le mener à bien.

Hausse marquée chez Goldcorp

Chez l'autre aurifère torontoise qui présentait un bilan hier, Goldcorp, le bénéfice net du trimestre a atteint 16,3 millions US, en hausse marquée par rapport aux 10,6 millions US d'un an plus tôt.

La production d'or était plus importante et le prix obtenu était meilleur également, a exliqué la société minière. Goldcorp a fait en outre un gain de 5,5 millions US sur les devises et un autre sur des valeurs mobilières. Il a fallu par contre accroître de 3,5 millions US la provision requise par divers frais d'une mine fermée dans le Dakota du Sud.

La construction dope le bénéfice de Bocenor au deuxième trimestre

Reuters

QUÉBEC — Le groupe Bocenor a fait état hier d'un bénéfice en forte hausse, au deuxième trimestre, en raison du robuste marché de la construction.

Le fabricant de portes et fenêtres a déclaré un bénéfice net de 1 million, ou 2 cents l'action, pour la période terminée le 31 août, contre un bénéfice net de 181 000 \$ ou 0 cent par action, au cours de la même période l'an dernier.

Les prochains mois seront positifs, selon la compagnie.

« À en juger par notre carnet de commandes

actuel et la vigueur de nos marchés, nous prévoyons que la croissance des ventes et l'amélioration de la rentabilité se poursuivront dans la seconde moitié de l'exercice », a estimé dans un communiqué le président et chef de la direction, Chris Southey.

Le chiffre d'affaires trimestriel du groupe, dont le siège est situé en Beauce, a également progressé de 13,9 % à 37,1 millions, par rapport à 32,5 millions durant le même trimestre l'an dernier.

« Au Canada, la croissance des ventes s'est chiffrée à 13,1 %, portée par la vigueur des mises en chantier et la croissance des dépenses en rénovation domiciliaire », a expliqué le groupe.

« Le marché québécois a été particulièrement robuste, aussi bien dans le créneau commercial que résidentiel. D'autre part, les exportations vers les États-Unis se sont accrues de 17,1 % », a ajouté Bocenor, qui dit avoir continué sa pénétration des États du Nord-Est et du Midwest.

La marge d'exploitation a diminué à 9,3 % contre 9,5 % au cours de la même période en 2001, en raison de l'accroissement des efforts de vente aux États-Unis et grâce à l'embauche et la formation d'effectifs supplémentaires en usines.

Le titre de Bocenor a terminé en hausse de 9 cents, à 75 cents, hier à la Bourse de Toronto. L'action a évolué entre 33 cents et 1,04 \$ depuis 12 mois.

La minière Québec Cartier enregistre une perte

Reuters

QUÉBEC — La minière Québec Cartier, une filiale du groupe Dofasco qui possède des installations à Port-Cartier et Fermonit, sur la Côte-Nord, a fait état hier d'une perte de 4,4 millions au troisième trimestre.

La minière avait déclaré un bénéfice de 5,5 millions pour la même période l'an dernier.

Québec Cartier a attribué les résultats du plus récent trimestre à une baisse de 6 % du prix des boulettes de fer combinée à une réduction de la production.

Québec Cartier a transformé 3,3 millions de tonnes de minerai durant cette période, soit une diminution de 500 000 tonnes par rapport au même trimestre l'an passé, a précisé la minière.

Conformément à ses prévisions, la minière a expédié 15 % de moins de fer que l'an dernier depuis le début de l'année.

La minière, qui emploie 2000 travailleurs répartis en parts égales entre Port-Cartier et Fermonit, dit avoir été lourdement touchée par la crise asiatique de la fin des années 1990 et maintenant par celle de l'acier en Amérique du Nord.

« Nous devons diminuer nos coûts de production de 10 % au cours des prochaines années pour demeurer dans la course », a indiqué à Reuters la directrice des communications chez Québec Cartier, Georgette Gauthier.

La canadienne Dofasco, qui détient une participation 50 % dans Québec Cartier, et la brésilienne Caemi, qui possède l'autre moitié, dési-

rent vendre leurs actions dans la minière québécoise.

D'après des sources industrielles, le géant britannique Rio Tinto serait intéressé par Québec Cartier, mais il ne serait pas seul. Les noms des groupes Cleveland Cliffs et de LKB circulent également.

Rio Tinto est déjà actionnaire majoritaire du plus important producteur de fer de la Côte-Nord, IOC, en plus d'être l'unique propriétaire de QIT Fer et Titane de Havre-Saint-Pierre, à 200 kilomètres à l'est de Sept-Îles.

Québec Cartier est dotée d'un port de mer, d'une usine de bouletage et d'un chemin de fer. Il est le principal employeur de Port-Cartier, une localité de 7400 habitants.

Hausse de 32 % des profits trimestriels chez Manuvie

Reuters

TORONTO — La Financière Manuvie a rapporté hier une hausse de 32 % de ses profits au troisième trimestre, la faiblesse des marchés boursiers ayant été compensée par ses activités d'assurance au Canada, aux États-Unis et en Asie.

Le deuxième groupe d'assurances canadien a fait état d'un bénéfice net de 327 millions de dollars, ou 69 cents par action, au trimestre terminé le 30 septembre, par rapport à 248 millions, ou 52 cents par action, à la même période l'an dernier.

Les analystes sondés par la firme de recherche Thomson First Call tablaient sur un bénéfice moyen de 70 cents par action.

Le rendement des capitaux propres a grimpé de 12,6 % à 15,2 % sur une base annualisée. Les primes et dépôts ont totalisé 7,1 milliards, soit 13 % de plus qu'à pareille période l'an dernier.

Le titre de Manuvie prenait 53 cents, à 37,52 \$ hier, à la Bourse de Toronto.

Le Fonds FTQ devient producteur de vins

YASMINE BERTHOU
collaboration spéciale

Entre Dulong Frères et Fils et le Québec, c'est une longue histoire d'amour, mais pas seulement cela. Depuis quatre ans, c'est également une histoire de gros sous. Le Fonds de solidarité FTQ a en effet investi d'importantes sommes d'argent dans cette société française de négoce en vin de la région bordelaise. D'abord, 10 millions de dollars, en 1999, puis 2,5 millions supplémentaires pour la création d'un centre de vinification unique en son genre, dont l'inauguration à eu lieu récemment.

Concrètement, le FTQ est donc copropriétaire du cuvier à 25 %, en plus d'être actionnaire à 45 % de Dulong Frères et Fils. Mais comment le Fonds québécois a-t-il eu l'idée d'investir dans un projet aussi important à Saint-Savin, petit village de 2200 habitants situé en Gironde ?

« C'est assez simple, explique Élane Zakaïb, présidente aux investissements mandats spéciaux du FTQ. En 1999, nous avons mis des fonds dans la Maison des fûtailles, une société d'embouteillage, en commandite avec la SAQ (50 % chacun). »

Dans la même journée ou presque, le Fonds a investi chez Dulong Frères et Fils à Bordeaux. Si l'investisseur québécois a agi de la sorte, c'est parce qu'il devait s'assurer de fournir à la Maison des fûtailles la part additionnelle de vins dont elle avait besoin. « L'usine n'était pas utilisée à sa pleine capacité et elle devait augmenter son rendement, ajoute M^{me} Zakaïb. Il fallait donc lui apporter des produits de bonne qualité (destinés aux épiceries du Québec). Or, on ne peut pas vendre du vin sans vendre du bordeaux, qui est une appellation mondiale incontournable. »

Éric Dulong, PDG de Dulong Frères et Fils, rappelle, de son côté, qu'à l'époque, « si nous voulions avoir les moyens de nos ambitions, nous n'avions pas le choix d'ouvrir notre capital ». Cet amoureux du Québec qui aime « l'histoire de ce coin de pays, ses habitants, sa politique » a donc naturellement accepté de sécuriser l'approvisionnement de la Maison de fûtailles. Dulong est d'ailleurs aujourd'hui le fournisseur exclusif des vins de Bordeaux en vrac pour l'usine d'embouteillage. « C'est finalement un heureux concours de circonstances, explique M. Dulong. Nous avons trouvé une entente avec le Fonds qui satisfaisait les deux parties. De notre côté, cela nous a permis de développer la société familiale. »

Une première

Le FTQ n'avait jamais auparavant consacré ses finances à une telle opération. « Nous ne



Des barils de vin vieillissent dans une cave de la région de Bordeaux.

Photo Bloomberg ©

pensons d'ailleurs pas réitérer un tel partenariat car nous avons agi ainsi dans le seul intérêt de la Maison des fûtailles, souligne M^{me} Zakaïb. Bien que nous ayons été contactés par des institutions bancaires et par d'autres négociants depuis, nous n'avons jamais donné suite. Le FTQ a pour finalité de créer des emplois au Québec et c'est dans cette seule perspective que nous avons misé sur Dulong. »

S'agissant des gains qu'un tel investissement peut rapporter, la représentante du FTQ pense qu'il est encore trop tôt pour se prononcer. Toutefois, elle se dit confiante dans l'avenir. « C'est un investissement majeur qui a nécessité beaucoup de capitaux. Le retour sur notre investissement va venir dans les prochaines années. La première vendange complète a été celle de l'année dernière. »

« Nous pensons que nous avons agi judicieusement car ce type d'opération représente la seule façon pour que des négociants en vins arrivent à avoir des entreprises concurrentielles, ajoute M^{me} Zakaïb. Le marché du vin est de plus en plus difficile, surtout pour eux. Il y a de plus en plus de vins du Nouveau Monde et à Bordeaux tous les producteurs les subissent. »

Elle se félicite donc que « tout le monde » dans le Bordelais ait applaudi cette initiative

consistant à agir en amont, « c'est-à-dire pour un négociant, à devenir producteur de vin en créant ses propres marques ».

Car le site de vinification de Saint-Savin est une première en Gironde : par sa taille (35 000 hl en vinification par année et 40 000 hl stockés), mais aussi parce que c'est donc la première fois qu'un négociant bordelais produit son vin (les grappes de raisins sont achetées à des viticulteurs de la région), alors qu'aux États-Unis, c'est chose courante (Mondavi, par exemple). Ce cuvier fera sans doute des émules.

Aujourd'hui, 50 % de la production de Dulong est destinée à l'exportation. Le marché canadien représente 5 % de son chiffre d'affaires (48,7 millions d'euros en 2001) dont 95 % au Québec. Mais quel est son avenir ?

Entre 35 et 40 % de la production de Saint-Savin est à l'heure actuelle destinée à la Maison des fûtailles pour les bouteilles de Bichon-Louvet et Le Girondin. De son côté, Dulong distribue au Québec des vins de « Châteaux » vendus à la SAQ, auxquels devrait s'ajouter une nouvelle marque, Origin, d'ici quelques mois. Avec celle-ci, Éric Dulong espère concurrencer le vin du Nouveau Monde, l'ennemi numéro un.

« C'est une erreur de vouloir copier les

vins du Nouveau Monde. Nous produisons des vins de Bordeaux et devons rester des Bordeaux », lance Éric Dulong. Pas question alors de favoriser le goût du bois tellement typique aux vins chiliens, californiens ou australiens. Éric Dulong reconnaît toutefois qu'il est impératif de trouver une réplique à l'invasion de ces concurrents. Il espère que les notions de traçabilité, de viticulture raisonnée et de sécurité du consommateur mises en avant par sa société feront leur bout de chemin et qu'elles séduiront les consommateurs.

Car si les vins importés au Canada proviennent en majorité de France (30 %), il ne faut pas se voiler la face, les vins du Nouveau Monde connaissent un boum sans précédent. Ainsi, les vins chiliens et australiens, respectivement quatrième et cinquième avec 12 % et 7 % de part du marché canadien ont connu une très forte progression au cours des dernières années. Sans parler des vins américains qui représentent déjà 18 % des vins importés. Une affaire à suivre. D'autant plus que le Canada est un marché d'avenir avec une consommation moyenne de 11,7 litres par habitant par année (15,3 l au Québec et 10,6 l en Ontario) et une croissance de 20 % au cours des cinq dernières années (2,87 millions d'hectolitres en 2000).

Noranda vendrait des actifs pour conserver sa cote de crédit

d'après Bloomberg

TORONTO — Noranda, la plus importante compagnie minière canadienne au chapitre des ventes, pourrait vendre des actifs pour tenter de conserver sa cote de crédit, a fait savoir Lars-Eric Johansson, directeur financier. Ainsi, la compagnie pourrait se départir d'une participation de 25 % dans Noranda Income Fund, qui possède l'usine de traitement de zinc CEZ au Québec, ou des actifs tels le fabricant de roues en aluminium American Racing Equipment si la nécessité de réunir des fonds se manifestait, a dit M. Johansson au cours d'une conférence téléphonique avec des analystes.

Noranda, qui a subi des pertes au cours de quatre trimestres consécutifs, subit la pression des compagnies de notation pour améliorer sa situation financière. En juin dernier, Moody's Investors Service avait signalé qu'il pourrait décaler au niveau de titre à haut risque contre environ 300 millions de dollars d'une dette de Noranda du fait que les paiements d'intérêts et de dividendes de même que les bas prix du métal réduisent sa capacité de trouver des fonds.

« Le statu quo n'est pas une option », a lancé Derek Pannell, PDG de Noranda après que la compagnie eut fait savoir sa perte au troisième trimestre avait atteint 70 millions

de dollars, ou 32 cents par action. « Nous devons continuer à exercer de la pression pour réduire les coûts et conserver des liquidités », a-t-il dit.

Noranda, qui se classait au deuxième rang quant au rendement de dividende parmi les compagnies minières au cours des 12 derniers mois, à 5,3 %, selon des données de Bloomberg, a épargné 19 millions au cours du dernier trimestre en versant à Brascan Corp. son dividende en actions plutôt qu'en espèces. Brascan a une participation de 40 % dans Noranda. La compagnie n'a pas l'intention de réduire son dividende, dit M. Johansson.

Noranda, de Toronto, s'attend à être en meilleure situation financière l'an prochain, les dépenses consacrées aux nouvelles mines et aux usines devant baisser à environ 600 millions, contre 710 millions cette année, dit-il.

American Racing a une valeur marchande d'environ 110 millions de dollars américains, dit M. Pannell. En mai, Noranda avait recueilli 410 millions de dollars canadiens en vendant une participation de 51 % dans un régime de retraite.

Moody's accorde la cote de Baa3, soit le dernier niveau au-dessus de titre à haut risque, à la dette privilégiée non garantie de Noranda.

Dupont
Canada
hausse
son profit

Reuters

MISSISSAUGA, Ontario — Dupont Canada Inc. a fait état hier d'une hausse de ses profits au troisième trimestre attribuable à l'amélioration de son chiffre d'affaires avec l'intégration de sa nouvelle acquisition, Liqui-Box.

Le spécialiste des produits chimiques, de la fibre et de la pellicule, détenu à 76 % par DuPont Co., première compagnie chimique américaine, a fait état d'un bénéfice de 61,9 millions, ou 22 cents l'action, contre 55 millions, ou 20 cents l'action, l'an dernier.

Le chiffre d'affaires est passé de 525,6 millions à 618 millions.

Liqui-Box a ajouté aux livres de Dupont Canada des ventes totalisant 73 millions pour ses quatre mois d'activités depuis la clôture de l'acquisition le 31 mai 2002.

LA SUPERGRILLE
DU MOIS

La Presse

EN OCTOBRE,
100 gagnants mériteront ces deux
Guides de la connaissance

- La Météo
- Le Corps Humain
et un t-shirt La Presse.

À SURVEILLER
DIMANCHE

3090124A

3091265

| McDONALD'S |

Des repas à 1\$ US pour alimenter les résultats

d'après Bloomberg

NEW YORK — Jack Greenberg, PDG de McDonald's, prétend savoir comment s'y prendre pour stopper la dégringolade des profits qui se poursuit depuis deux ans chez la plus importante chaîne de restaurants de hamburgers au monde : ralentir l'expansion, revamper les restaurants et vendre davantage de sandwiches à 1 \$ US.

« L'avenir nous inspire une grande confiance », a lancé M. Greenberg le mois dernier au cours d'une entrevue à l'occasion de l'ouverture d'un restaurant sur Times Square, à New York, avec des danseurs du spectacle de Broadway *42nd Street* et la mascotte Ronald McDonald dans le rôle du maître de cérémonies.

Toutefois, les investisseurs sont moins optimistes quant au plan de M. Greenberg pour faire mousser les ventes et les profits en consacrant jusqu'à 400 millions de dollars américains en rénovations et en faisant appel à des célébrités telles Donald Trump dans ses publicités. Le titre de McDonald's a chuté à un creux de sept ans lorsque ces propositions ont été annoncées le mois dernier, et les investisseurs soutiennent que M. Greenberg doit produire de meilleurs résultats ou risquer d'être remplacé.

« Nous lui donnons un an et puis nous espérons qu'il y aura suffisamment de gens comme nous assez déçus pour que le conseil d'administration sente la pression », avance Jean-Marie Eveillard, qui contribue à la gestion de 3,5 milliards US chez Arnhold & S. Bleichroeder, y compris 1,4 million d'actions de McDonald's.

Au troisième trimestre, le bénéfice a baissé à environ 38 cents US par action par rapport à un bénéfice net de 42 cents US un an plus tôt, a fait savoir McDonald's le mois dernier. Il s'agit de la septième baisse au cours des huit derniers trimestres. Les investisseurs disent en avoir assez d'être déçus.

Le projet de M. Greenberg d'investir dans les restaurants est la dernière en date des mesures qui ne vont pas assez loin pour s'attaquer aux problèmes de la qualité des aliments et du piètre service à la clientèle dans les quelques

13 000 restaurants McDonald's aux États-Unis, soutiennent des investisseurs.

Dernière solution

« J'ignore ce que ça prendra pour redresser la situation », avance William Cottrell, du Ohio State Teachers Retirement System, qui possède 2,5 millions d'actions de McDonald's et qui gère environ 46 milliards US. « De toute évidence, il ne semble pas être l'homme de la situation », ajoute-t-il.

Le système de cuisson « Juste pour vous » mis de l'avant par McDonald's a allongé les files d'attente et les nouvelles salades proposées par les restaurants n'ont pas réussi à stimuler les ventes autant que la gamme Garden Sensations du concurrent Wendy's International. Par ailleurs, le recours à des huiles de cuisson soi-disant meilleures pour la santé s'est attiré davantage de ricanements que d'aplausissements.

Lundi, le titre de McDonald's a gagné 82 cents US, à 18,30 \$ US. Au cours du troisième trimestre cependant, il a chuté de 38 %, soit la quatrième dégringolade en importance parmi les 30 composants de l'indice Dow Jones.

Pendant ce même trimestre, l'indice 500 Standard & Poor's des restaurants a baissé de 26 %. Les actions de McDonald's approchent leur niveau le plus bas depuis septembre 1995.

Nouvelle perspective

Selon des investisseurs, il faudra peut-être que McDonald's se tourne vers quelqu'un d'extérieur à la compagnie qui procèdera à des changements plus draconiens tout en capitalisant mieux sur l'identité de la marque à l'échelle mondiale.

M. Greenberg, 60 ans, est un ancien comptable. Il est chez McDonald's depuis 20 ans et c'est le cinquième PDG seulement que la chaîne a eu depuis sa fondation en 1955. M. Greenberg a décliné les demandes d'entrevue.

« Ce serait bien de voir quelqu'un jeter un coup d'oeil à la compagnie avec une nouvelle perspective », a dit M. Cottrell.

Dans un document déposé à la Commission des opérations de



Photo Bloomberg ©

Le chef de la direction de McDonald's, Jack Greenberg, semble apprécier ce cornet de frites maison...

Bourse (Securities and Exchange Commission, SEC) en mars dernier, McDonald's a indiqué que le conseil d'administration de la compagnie avait demandé à M. Greenberg de s'engager à demeurer à son poste pendant encore au moins trois ans. Son salaire et sa prime ont baissé de 5,2 %, à 2,8 millions USm en 2001, bien qu'il eût reçu des options d'achat d'actions évaluées à environ 21 millions US.

McDonald's a écopé à la suite de problèmes qui échappent au contrôle de M. Greenberg, tels la crainte de la maladie de la vache folle en Europe. La part de marché des chaînes de restaurants de ham-

burgers parmi les établissements de restauration rapide a baissé à 35,3 % l'an dernier, comparative-ment à 37,1 % en 1997, selon Technomic, une firme de recherches de Chicago.

« Il se peut que certaines personnes se sentent mieux si elles réussissent à se débarrasser de Jack Greenberg, mais ça ne résoudra pas nécessairement leurs problèmes », soutient Lawrence Creatura, gestionnaire de portefeuille de Clover Capital Management, qui contribue à la gestion d'un patrimoine de 1,8 milliard US, y compris 14 000 actions de McDonald's.

La compagnie a acheté les chaî-

nes de restaurants Donatos Pizza et Boston Market pour élargir sa gamme de produits au-delà des hamburgers et des frites. Elle a aussi tâté de la stratégie consistant à offrir les trois marques sous un même toit, comme l'approche popularisée par Yum! Brands avec ses établissements Pizza Hut, Taco Bell et KFC.

McDonald's, qui a plus de 30 000 restaurants dans 121 pays, a refusé de préciser jusqu'à quel point il ralentira son expansion l'an prochain. La compagnie prévoit ouvrir entre 1300 et 1400 restaurants cette année, dont seulement 350 aux États-Unis.

Air Canada signe avec Skyservice

Presse Canadienne

AIR CANADA a conclu deux ententes totalisant 67 millions avec Skyservice afin de faire l'entretien, la réparation et la révision des A320 de cette compagnie aérienne.

L'entente comprend des options pour une valeur pouvant atteindre 85 millions.

L'entente comprend un contrat évalué à 37 millions sur 10 ans, commençant le 11 octobre, pour l'entretien des composants à la base montréalaise d'Air Canada, ainsi qu'un contrat de 30 millions sur cinq ans, débutant le 10 décembre prochain, pour des travaux de révision générale au centre de maintenance de Winnipeg du transporteur.

Skyservice exploite une flotte aérienne de plus de 26 appareils, dont des A330, des A320 et des A319.

Les profits de Cara augmentent

Presse Canadienne

TORONTO — Le groupe Cara Operations, propriétaire des restaurants Harvey's, Chalet Suisse et Second Cup, a enregistré des profits de 13,8 millions au cours de son deuxième trimestre de l'exercice 2003 sur des ventes en hausse de 13,7 %.

L'an dernier, au trimestre correspondant, la compagnie avait fait état de profits de 12,3 millions.

Les ventes trimestrielles ont, pour leur part, augmenté de 373 millions l'an dernier, à 425 millions cette année.

Le PDG de Cara Operations, Gabe Tsampalieros, s'est dit satisfait des résultats du deuxième trimestre. Selon lui, cependant, les résultats auraient été meilleurs n'eût été de la très grande chaleur estivale et de changements dans la réglementation antitabac qui ont affecté une partie de la clientèle et ont attiré moins de touristes.



Photo Bloomberg ©

Alliance stratégique Gates-Mickey Mouse

Walt Disney et Microsoft ont déclaré hier s'être associés pour proposer un service Internet en commun, appelé Disney on MSN (« Disney sur MSN »), amalgamant le contenu Disney destiné au public familial et la nouvelle version, MSN 8, du bouquet de services Internet du géant de l'informatique. Pour 21,95 \$ US, le service propose dès à présent des pages pour les adultes ainsi que des pages pour les enfants, agrémentées de personnages du studio cinéma, tels que Mickey Mouse ou Donald Duck, mais dont les parents pourront gérer l'accès, ont indiqué les deux partenaires dans un communiqué. Aucun détail financier n'a été révélé. Sur la photo, Bill Gates, chef architecte de Microsoft, esquisse un pas de danse avec Minnie, la compagnie de Mickey Mouse.

Dow Chemical tenu responsable par un jury dans une affaire d'amiante

Agence France-Presse

CHARLESTON, Virginie de l'Ouest — Le groupe chimiquier américain Dow Chemical, accusé de n'avoir pas respecté des conditions de sécurité en matière d'amiante, a été jugé responsable hier par le jury d'un tribunal de Virginie de l'Ouest.

Le montant des dommages que Dow Chemical devra verser aux victimes n'a pas encore été déterminé.

Les parties civiles, venant de partout aux États-Unis, reprochaient à Dow Chemical et à 11 autres groupes américains, qui avaient pour leur part conclu des règlements individuels en marge du procès, de les avoir exposés à des produits contenant de l'amiante.

Le jury du tribunal du comté de Kanawha a reconnu la responsabilité de Dow Chemical dans la production d'un « produit trompeur » et dans le fait de n'avoir pas mis en garde leurs utilisateurs des dangers de l'amiante dont le groupe était producteur des années 1960 aux années 1980.

Le groupe américain a également été jugé responsable d'avoir exposé les employés de ses usines aux dangers de l'amiante.

Le jury a également estimé Dow Chemical redevable de « dommages punitifs », dont le montant sera trois fois supérieur à celui des dommages compensatoires dont il devra s'acquitter.

Un nouveau jury devra cependant être réuni pour statuer sur le montant de ces dommages.

Les avocats du groupe chimique américain n'étaient pas immédiatement disponibles pour commenter cette décision que l'avocat des parties civiles Paul Hulsley a aussitôt qualifiée de « victoire complète et totale » pour les victimes de l'amiante.

Selon plusieurs sources, les règlements individuels qu'ont conclus, en marge du procès, les autres groupes américains impliqués (parmi lesquels Exxon Mobil, General Electric, 3M, Dupont, Bayer, Shell et trois grands constructeurs automobiles) s'élèvent à plusieurs millions de dollars.

Le titre de Dow Chemical était en baisse hier après-midi à Wall Street, l'action perdant 9,33 %, à 24,97 \$ US, vers 14 h.

Kodak hausse ses profits et supprime 1700 emplois

Reuters

ROCHESTER — Eastman Kodak a annoncé hier un nouveau programme de réduction d'effectifs alors que les mesures de réorganisation de ses opérations lui ont permis de surmonter la faiblesse du marché des films et appareils photo et de dégager un résultat en forte hausse au troisième trimestre.

Les 1300 à 1700 réductions d'emplois envisagées représentent moins de 3 % de l'effectif total.

Pour Ulysses Yannas, analyste chez Buckman, Buckman and Reid, cette initiative résulte de l'absence de redémarrage de l'activité du groupe, alors que le tassement des dépenses de tourisme pèse sur les ventes de films et d'appareils photo.

« La bonne nouvelle, c'est qu'ils ont réussi à contrôler leurs coûts et qu'ils ont l'air d'être très dynamiques au plan des parts de marché », poursuit-il.

Le groupe a annoncé un bénéfice de 334 millions US, soit 1,15 \$ US par action, par rapport à un résultat de 96 millions US (33 cents US) un an auparavant, alors que l'économie américaine subissait le contre-coup des attentats du 11 septembre.

Ces résultats sont presque égaux à ceux annoncés dans des comptes provisoires rendus publics le 17 octobre, à partir desquels les analystes ont ajusté leurs prévisions. Avant cela, ils anticipaient un bénéfice de l'ordre de 73 cents US, selon Thomson First Call. Hors éléments exceptionnels, le BPA est de 1,04 \$ US.

Le chiffre d'affaires du trimestre est ressorti à 3,35 milliards US, sensiblement équivalent à celui de la période correspondante de 2001 (3,31 milliards US).

Les facturations de la division Photographie ont progressé de 1 % à 2,41 milliards US, le résultat progressant de 45 % à 324 millions US. Le groupe a indiqué avoir gagné des parts sur le marché américain du film photo.

Sur l'ensemble de l'exercice 2002, Kodak table sur un bénéfice par action opérationnel de 2,62 à 2,72 \$ US en 2002, le consensus de Thomson First Call étant là de 2,70 \$ US.

«Qu’obtient-on lorsqu’on ajoute PwC Consulting à la plus grande entreprise de technologie et de services du monde?»

«Des rêves, de la vision, des idées et des résultats.»

VOICI LES SERVICES-CONSEILS EN AFFAIRES IBM

En affaires, il faut de la vision. De la vision pour comprendre comment les changements dans notre monde vont bouleverser le paysage compétitif. De la vision pour savoir comment transformer votre entreprise et l’adapter au changement de façon à créer une valeur ajoutée pour vos actionnaires.

Ce genre de vision n’est pas facile à trouver. Elle requiert une compréhension de votre industrie, de votre entreprise et, aujourd’hui plus que jamais, de vos actifs technologiques.

Voilà pourquoi l’acquisition de PricewaterhouseCoopers Consulting par IBM, récemment finalisée, crée une force formidable. En mesure d’offrir un éventail de possibilités inégalé afin d’aider les clients à relever leurs défis d’affaires et à exploiter de nouvelles technologies.

La toute nouvelle unité de Services-conseils en affaires IBM rassemble les compétences et la vision de certains des plus grands stratèges d’affaires de la planète.

C’est le type de réflexion et d’envergure qu’il faut dans le contexte actuel du monde des affaires où nul n’a droit à l’erreur, afin d’aider les entreprises à accroître leur compétitivité et à générer une croissance et des profits soutenus.

Pour nos clients, tout cela représente des connaissances stratégiques approfondies, des innovations encore plus convaincantes et des résultats plus prévisibles. Pour nos employés, cela signifie un environnement de travail des plus stimulants – qui se démarque de toute autre firme de consultants traditionnelle.

Cette initiative transforme fondamentalement le paysage des services-conseils. Au moment où les cabinets de consultants tentent désespérément de prouver leurs capacités à implanter des solutions et de démontrer que leurs idées peuvent générer une valeur réelle, l’acquisition de PwC Consulting par IBM offre une solution gagnante.

Pour les membres de la haute direction, la performance des entreprises n’a jamais été aussi importante qu’aujourd’hui. Chaque dollar dépensé fait l’objet d’un suivi, chaque décision est remise en question.

Alors que chaque investissement technologique est scruté à la loupe à la recherche de résultats vérifiables, il est tentant de rester inactif. Mais le seul moyen de retirer un maximum de valeur pour votre entreprise et d’accroître le rendement pour les actionnaires, c’est de tirer parti de l’offre unique des Services-conseils en affaires IBM.

Les Services-conseils en affaires IBM vous permettent de travailler avec des stratèges hautement réputés pour leur objectivité ainsi que pour leur expertise en matière d’industrie et de remaniement des processus d’affaires – appuyés par une organisation mondiale engagée envers l’obtention de résultats d’affaires. Voilà l’équation intégrale.

C’est pourquoi la firme Giga Information Group* a écrit : «Les clients vont en tirer d’incroyables avantages, et le paysage mondial des services TI sera considérablement transformé.»

La vision n’est qu’une moitié de l’équation. L’autre partie, c’est l’exécution. Pour découvrir de quelle façon les Services-conseils en affaires IBM peuvent aider votre entreprise à tirer profit de l’équation intégrale, rendez-vous à www.can.ibm.com/services/francais



IBM est une marque déposée d'International Business Machines Corporation, utilisée sous licence par IBM Canada Ltée. Tous les autres noms de produit ou marques appartiennent à leurs détenteurs respectifs. IBM a récemment conclu l'acquisition de la division mondiale de services-conseils en affaires et en technologies de l'information de PricewaterhouseCoopers, PwC Consulting. Ainsi, PwC Consulting ne fait plus partie du réseau de firmes de PricewaterhouseCoopers et est maintenant intégrée à l'unité commerciale Services mondiaux IBM. IBM (incluant les Services mondiaux IBM) et PricewaterhouseCoopers sont des organisations distinctes qui ne se gèrent pas l'une l'autre et ne sont pas affiliées l'une à l'autre ou affiliées à une entreprise associée, à une filiale ou à une division de l'autre organisation. *Rapport d'analyse complet disponible au www.gigaweb.com © IBM Corp., 2002. © IBM Canada Ltée, 2002. Tous droits réservés

LE PRIX MONDIAL DES AFFAIRES.



ILS ONT RELEVÉ LE DÉFI *extrême.*



Voici les lauréats dont le nom a été dévoilé hier lors du banquet du Grand Prix de l'Entrepreneur 2002, au Palais des Congrès de Montréal. Ces lauréats seront présentés dans *La Presse* du mardi, du 29 octobre au 26 novembre. Félicitations aux lauréats et à tous les finalistes!



FABRICATION DE PRODUITS
DE CONSOMMATION
CORA MUSSELEY TSOUFLIDOU
Franchises Cora Inc.



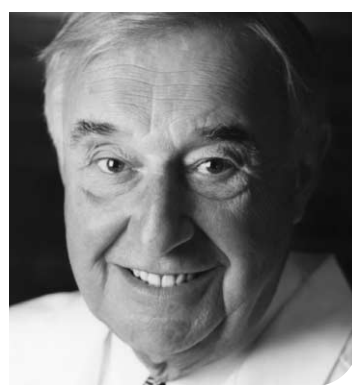
TECHNOLOGIE ET
COMMUNICATIONS
PIERRE DESSUREAULT ET
ÉRIC TRÉPANIÉ
Optima



SCIENCES DE LA VIE
MICHEL SAUCIER
Sabex Inc.



SECTEUR AGROALIMENTAIRE
FABIEN FONTAINE
Delimax Veaux Lourds Ltée



**PRIX 2002 POUR
L'ENSEMBLE DES RÉALISATIONS**
JEAN COUTU
Groupe Jean Coutu (PJC) Inc.



ENTREPRENEUR EN
ÉMERGENCE
FRANÇOIS POULIN
*2B Interactive Communication
Marketing Inc.*



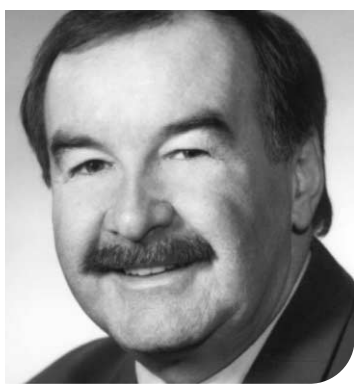
ACCUEIL ET TOURISME
CHRISTIANE GERMAIN
Groupe Germain



PRODUITS ET SERVICES
D'ENTREPRISE À ENTREPRISE
GEORGES B. SAYEGH
Artelite Inc.



BIOTECHNOLOGIE
ANDRÉ DE VILLERS
Theratechnologies Inc.



FABRICATION DE PRODUITS
INDUSTRIELS
PAUL DROUIN
ADS Inc.



TECHNOLOGIE DE
L'INFORMATION
**Entrepreneur de
l'année au Québec**
ROBERT A. WALSH
Forensic Technology (WAI) Inc.

 **ERNST & YOUNG**

NASDAQ



NATIONAL POST

La Presse



BMO



Nesbitt Burns



Banque de Montréal



INVESTIR

BOURSE DE TORONTO



HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
6 351,65	6 390,14	6 329,25	6 336,86	0,03%	-8,12%
ACTIONS NÉGOCIÉES		1 261	GAINS	544	PERTES
		516	INCHANGÉES		201
52 semaines	HAUT	BAS	Volume	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	7 992,70	5 678,28	(millions)	262	202
SOUS-INDICES					
		FERMETURE	VARIATION	FERMETURE	VARIATION
Services financiers	103,14	0,22	Prod. consom. discrét.	71,36	-0,86
Matériaux de base	115,54	-0,63	Services de télécom.	42,50	-0,41
Énergie	116,15	-0,91	Prod. consom. de base	152,10	-0,03
Produits industriels	63,40	0,14	Service publics	137,19	-0,61
Tech. de l'information	14,04	0,73	Soins de santé	58,06	0,02

AUTRES INDICES CANADIENS					
		FERMETURE	VAR.	VAR. (%)	
S&P/TSX 60	357,84	0,42	0,12		
S&P/TSX Petites cap.	420,63	-0,53	-0,13		
		FERMETURE	VAR.	VAR. (%)	
S&P/TSX Moyen. Cap.	411,51	-1,37	-0,33		
DJ Can. Titans (40)	924,65	2,39	0,26		

LES 10 PLUS ACTIFS					
		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)	
BOMBARDIER/B	16287134	5,15	0,42		
PLACER DOME INC	5345729	13,38	-0,07		
BANK OF MONTREAL	4495283	40,30	1,51		
BANQUE IMPERIALE	4455856	40,64	1,15		
SUNCOR ENERGY INC	4078581	22,70	-0,16		
		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)	
KINROSS GOLD CORP	3651926	2,42	-0,10		
BCE INC	3544364	27,60	0,35		
BARRICK GOLD CORP	3101924	23,13	0,15		
BANQUE T-D	2830167	32,34	0,51		
CELESTICA INC	2769645	21,33	0,93		

TITRES GAGNANTS EN %			TITRES GAGNANTS EN \$		
		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)	
B SPLIT CORP	11570	1,80	18,42		
ADF GROUP INC	5300	6,54	30,80		
ASTRAL MEDIA INC	1100	22,00	22,15		
TUNDRA SEMICOND.	277865	5,40	14,89		
WESTAM CORP	64604	1,81	3,43		
		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)	
E-L FINANCIAL	3203	249,00	4,00		
ASTRAL MEDIA INC	1100	22,00	3,99		
WINPAK LTD	12000	104,00	2,00		
ADF GROUP INC	5300	6,54	1,54		
VELAN INC	11500	14,75	1,49		

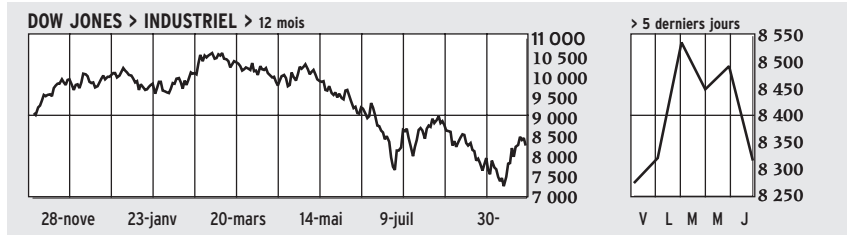
TITRES PERDANTS EN %			TITRES PERDANTS EN \$		
		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)	
CAN IMPERIAL BK	3450	6,50	-13,91		
WFI INDUSTRIES	2400	2,90	-13,17		
LEADING BRANDS	8500	5,00	-13,04		
DATAMIRROR CORP.	30600	7,75	-11,43		
ART ADVANCED	39480	2,15	-8,12		
		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)	
MAGNA INTL./A	213282	87,04	-2,96		
FAIRFAX FINANCIAL	37517	111,61	-1,79		
GENERAL MOTORS CO	3100	55,41	-1,62		
FOUR SEASONS	28378	53,10	-1,61		
THOMSON CORP	427455	42,06	-1,43		

BOURSE DE CROISSANCE TSX



HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
891,02	903,54	895,99	899,21	-0,48%	
ACTIONS NÉGOCIÉES		822	GAINS	260	PERTES
		270	INCHANGÉES		292
52 semaines	HAUT	BAS	Volume	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	1 256,23	887,29	(millions)	27	26
LES 10 PLUS ACTIFS					
		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)	
SPIDER RESOURCES	1185300	0,06	-0,02		
AYOTTE MUSIC INC	57000	0,09	0,02		
GLK STRATEGIES	553500	0,08	0,00		
BELL RESOURCES CO	520000	0,25	0,02		
AIRLINE TRAINING	500000	0,04	-0,01		
		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)	
EXCEED CAPITAL /A	460000	0,01	-0,01		
MEDIANET COMMUNIC	368000	0,02	0,00		
SEED INC	300000	0,22	0,00		
BROMPTON PROPGR	281600	0,09	-0,01		
TALWARE NETWORK					

NEW YORK



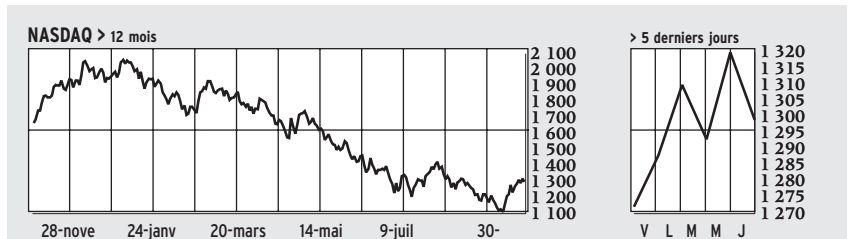
HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
8 495,38	8 558,63	8 277,87	8 317,34	-2,08%	-11,00%
ACTIONS NÉGOCIÉES		3 373	GAINS	1 975	PERTES
		1 215	INCHANGÉES		183
52 semaines	HAUT	BAS	Volume	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	10 673,10	7 197,49	(millions)	1 697	1 560
AUTRES INDICES DES AMÉRIQUES					
		FERMETURE	VARIATION	FERMETURE	VARIATION
S&P 500 composé	882,50	-13,64		186,78	0,00
S&P 100 composé	447,88	-6,85		812,66	-8,86
Dow Jones transport	2 304,62	-36,93		366,02	-2,93
		FERMETURE	VARIATION	FERMETURE	VARIATION
Dow Jones serv. publics					
AMEX composé					
Russell 2000					

LES 10 PLUS ACTIFS					
		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)	
NORTEL NETWORKS	41568000	1,07	0,17		
LUCEC TECH.	39898100	0,98	0,22		
AOL TIME WARNER	37472800	14,55	1,02		
A T & T WIRELESS	33375400	6,45	1,00		
TYCO INTL.	24206800	15,49	1,55		
		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)	
GENERAL ELECTRIC	23897900	26,00	-0,90		
TEXAS INSTRUMENTS	19531500	14,59	-0,29		
CITIGROUP INC	15948800	34,67	-0,82		
HOUSEHOLD INTL.	14897300	22,83	-3,62		
CORNING INC	13752200	2,00	0,29		

TITRES GAGNANTS EN %			TITRES GAGNANTS EN \$		
		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)	
TRITON PCS /A	1262800	2,48	34,78		
CROWN CASTLE INTL	804900	2,69	31,22		
GIANT INDUSTRIES	31700	3,12	23,32		
TESORO PETROLEUM	421400	2,20	21,55		
DEPARTMENT 56 INC	207400	12,40	19,81		
		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)	
COVANCE INC	2111300	21,65	2,55		
DEPARTMENT 56 INC	207400	12,40	2,05		
KOHL'S CORP	4378400	57,50	2,02		
UPM-KYMMENE OYJ	17400	33,46	1,74		
DST SYSTEMS INC	1450600	31,45	1,70		

TITRES PERDANTS EN %			TITRES PERDANTS EN \$		
		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)	
TEREX CORP	5583600	10,75	-30,65		
VALASSIS COMMUNIC	7316300	26,01	-25,60		
HOUSEHOLD INTL.	14897300	22,83	-13,69		
SIERRA HEALTH SER	2303100	13,10	-13,53		
AMERADA HESS CORP	4620000	57,77	-12,27		
		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)	
VALASSIS COMMUNIC	7316300	26,01	-8,95		
WHITE MOUNTAINS	6100	316,50	-8,50		
AMERADA HESS CORP	4620000	57,77	-8,08		
WASHINGTON P/B	13000	712,25	-5,75		
TEREX CORP	5583600	10,75	-4,75		

NASDAQ



HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
1 325,08	1 330,99	1 296,54	1 298,71	-1,63%	-25,00%
ACTIONS NÉGOCIÉES		3 447	GAINS	1 541	PERTES
		1 169	INCHANGÉES		275
52 semaines	HAUT	BAS	Volume	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	2 098,88	1 108,49	(millions)	1 950	1 553
SOUS-INDICES					
		FERMETURE	VARIATION	FERMETURE	VARIATION
Assurances	2 290,31	-6,79		1 002,29	-15,64
Banques	2 213,74	-35,95		104,53	-0,23
Finances	2 034,03	-33,15		1 224,07	-4,72
		FERMETURE	VARIATION	FERMETURE	VARIATION
Industrielles					
Télécomm.					
Transports					

LES 10 PLUS ACTIFS					
		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)	
CISCO SYSTEMS	107854500	11,75	0,49		
INTEL CORP	73165700	15,63	-0,53		
NEXTEL COM./A	72089300	10,06	-0,14		
SUN MICROSYS.	54473200	2,74	0,02		
ORACLE CORP	50617900	9,86	-0,10		
		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)	
MICROSOFT CORP	39945100	51,23	-1,97		
APPLIED MATERIALS	39462100	13,57	-0,84		
JDS UNIPHASE CORP	38927600	2,42	0,10		
BROCADE COMMUNIC.	24746600	7,37	0,37		
KLA-TENCOR CORP.	23489000	31,80	-0,91		

TITRES GAGNANTS EN %			TITRES GAGNANTS EN \$		
		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)	
NATHAN'S FAMOUS	15300	0,28	133,33		
1-800-ATTORNEY	18100	1,25	98,81		
FRISBY TECHNO.	2000	0,38	90,00		
QUICKLOGIC CORP.	138500	2,00	72,41		
BIODIVERSITY SCIE	16600	0,50	66,67		
		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)	
EXPEDIA INC.-CL A	5688800	64,20	6,59		
EXPEDIA INC.-NTOS	36700	31,50	4,93		
MANHATTAN ASSOCI.	3442000	22,00	4,02		
SYNTEL INC	210500	17,70	2,90		
POWER INTEGRATION	1278200	15,81	2,56		

TITRES PERDANTS EN %			TITRES PERDANTS EN \$		
		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)	
DELGATH SYSTEMS-W	11100	0,11	-59,26		
VITALWORKS INC	12919800	3,13	-56,41		
BIOTRANSPLANT INC	2242000	0,39	-51,85		
MEADOW VALLEY	16600	0,01	-50,00		
ENDOCARE INC	7107300	5,00	-42,33		
		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)	
CABOT MICROELECT.	3618600	41,59	-5,05		
ADVANTA	615400	32,60	-4,47		
AMERICAN MEDICAL	5893300	14,30	-4,45		
VITALWORKS INC	12919800	3,13	-4,05		
INTUIT INC	4118400	49,64	-3,73		

NASDAQ CANADA					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
212,55	218,45	210,60	211,85	0,02%	-35,27%
52 semaines	HAUT	BAS	Volume	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	402,20	172,89	(millions)	66	47

Source: Bloomberg

Toronto résiste à la baisse de Wall Street

Reuters

TORONTO — La Bourse de Toronto a laissé filer ses gains du jour en fin de séance hier, mais a résisté à la baisse des marchés américains, soutenue par ses valeurs technologiques, restées solides dans la tourmente.

L'indice composé S&P/TSX a terminé en très légère hausse de 1,69 points, ou 0,03 %, à 6.336,86 points.

Wall Street a toutefois été moins solide. Le Dow Jones a reculé de 176,93 points, soit 2,08 %, à 8.317,34 points, et le Standard & Poor's 500 de 13,64 points (1,52 %), à 882,50 points. Le NASDAQ Composite a pour sa part abandonné 21,55 points (1,63 %), à 1.

POORER LIFE CIRCUMSTANCE FOR WOMEN

[illegible]

Un ex-cambiste plaide coupable dans une fraude de 691 millions US

Agence France-Presse

WASHINGTON — Un ex-cambiste de la filiale américaine Allfirst de la banque irlandaise Allied Irish Bank (AIB) a plaidé coupable hier dans le cadre de l'enquête sur un scandale financier portant sur 691 millions de dollars américains de pertes, selon le tribunal de Baltimore.

John Rusnak, 37 ans, a plaidé coupable devant le juge William Nickerson, du tribunal de Baltimore, dans l'affaire portant sur une série d'opérations frauduleuses sur le marché des changes.

Le juge a accepté qu'il plaide coupable, ce qui pourrait réduire sa peine de prison à 90 mois, soit sept ans et demi suivis de cinq ans de probation. Ce genre de délit est normalement passible de 30 ans de prison maximum.

Le tribunal a prévu de rendre son verdict en janvier 2003 et statuera alors sur une éventuelle demande d'indemnisation.

Selon un communiqué du ministre régional de la Justice du district du Maryland, Thomas DiBiagio, M. Rusnak a reconnu devant la cour « s'être engagé dans une série d'opérations de change fictives et qui ont été consignées dans les documents comptables d'Allfirst (...) dans le but de couvrir les pertes qu'il avait subies au milieu des années 1990 ».

« Les manipulations (...) lui ont permis de remporter plus de 650 000 \$ (US) de primes s'ajoutant à son salaire, alors qu'en réalité, ces opérations de change avaient entraîné des pertes de plusieurs millions », selon le texte.

Lorsque le scandale a éclaté en février 2001, Allfirst a découvert que John Rusnak avait fait

disparaître plus de 380 millions US de passifs des comptes de la banque, toujours selon le communiqué.

En juin, l'ex-cambiste, inculpé d'escroquerie et de manipulations comptables, avait plaidé non coupable devant un juge fédéral de Baltimore, où se trouve le siège de la banque Allfirst.

Le rapport d'une enquête interne à la banque avait alors affirmé que « la fraude a été soigneusement planifiée et réalisée par M. Rusnak sur une longue période » et qu'elle comprenait « la falsification de documents bancaires clés ». L'enquête avait également révélé la faiblesse des procédures de contrôle au sein d'Allfirst, rachetée en 1983 par AIB.

L'affaire avait éclaté en février lorsque AIB avait dû faire l'annonce des pertes inattendues et de leur cause, une malversation d'un courtier travaillant à Baltimore.

Reuters

LONDRES — Malgré la perspective d'une guerre en Irak, le prix du pétrole devrait diminuer de 10 % l'an prochain en raison d'une baisse de la demande provoquée par le ralentissement de l'activité économique, indique un sondage Reuters auprès de 18 consultants et analystes.

Selon cette étude, effectuée du 14 au 17 octobre, un conflit armé en Irak n'aurait qu'un impact limité sur les cours du brut.

Ces spécialistes prévoient que le baril de Brent de la mer du Nord se situera en moyenne à 21,75 \$ US en 2003, contre près de 25 \$ US pour l'instant cette année.

Le composite croît

Reuters

OTTAWA — La reprise du logement et les gains du secteur de la fabrication ont permis de contrebalancer la tourmente des marchés boursiers en septembre et d'insuffler une hausse de 0,2 % à l'indice composite canadien, a indiqué hier Statistique Canada.

Cette 14^e hausse mensuelle consécutive surpasse les attentes des analystes qui tablaient en moyenne sur une progression de 0,1 % pour faire suite au gain de 0,2 % en août.

« La force de la demande des ménages a eu un effet sur la fabrication, contribuant ainsi à une sixième hausse consécutive des nouvelles commandes de biens durables », écrit l'agence.

Bénéfice en baisse chez Shell Canada

Reuters

CALGARY, Alberta — Shell Canada Ltd. a fait état hier d'une baisse de près de 14 % de son bénéfice au troisième trimestre, en raison de la faiblesse des prix des matières premières et des marges de raffinage.

Le deuxième producteur, raffineur et détaillant pétrolier canadien, a déclaré un bénéfice de 148 millions de dollars américains, ou 53 cents US par action sur une base diluée, contre 172 millions US, ou 62 cents US par action, un an plus tôt.

La compagnie exploite également des projets pétroliers et gaziers dans l'Ouest et au large des provinces maritimes.

Le flux de trésorerie, qui permet de mesurer la capacité d'une pétrolière à financer ses projets à l'interne, était de 309 millions US, ou 1,12 \$ US l'action, comparativement à 306 millions US, ou 1,11 \$ US l'action, l'an dernier.

Le chiffre d'affaires a crû de 6 % à 1,97 milliard US, par rapport à 1,85 milliard US.

Shell Canada est détenue à 78 % par l'anglo-néerlandaise Royal Dutch/Shell Group.

LES OBLIGATIONS																																			
GOUVERNEMENT DU CANADA																																			
Émetteur	Coupon	Échéance	Prix	Rend.	Var.																														
Canada	6.00	1 Déc. 02	100.29	2.94	-0.02	Canada	6.00	1 Juin 08	106.39	4.68	+0.17	B C M Fin	5.50	24 Mars 08	103.06	4.84	+0.20	Ontario	6.25	25 Août 28	101.19	6.15	+0.31	Avco Fin	5.75	23 Juin 03	101.87	2.87		Molson Br	6.70	2 Juin 28	93.44	7.26	+0.17
Canada	5.50	1 Juin 09	103.47	4.87	+0.24	Canada	5.50	1 Juin 09	103.47	4.87	+0.24	British Col.	8.00	23 Août 05	110.68	3.95	+0.12	Ontario	6.50	8 Mars 29	105.21	6.09	+0.32	Bk Scotia	5.65	22 Juin 13	101.25	5.39	+0.17	Nor Canada	7.40	1 Juin 27	106.72	4.77	+0.13
Canada	9.50	1 Juin 10	128.01	5.01	+0.29	Canada	9.50	1 Juin 10	128.01	5.01	+0.29	British Col.	8.00	3 Juin 08	105.34	4.89	+0.17	Hydro Ont.	5.38	23 Juin 03	101.43	2.92	+0.12	Beil Can.	7.00	24 Sept 27	91.61	7.76	+0.66	Poco Petrol	6.80	1 Sept 07	110.04	5.57	+0.20
Canada	9.00	1 Mars 11	125.77	5.15	+0.30	Canada	9.00	1 Mars 11	125.77	5.15	+0.30	British Col.	8.50	23 Août 13	123.18	5.81	+0.15	Hydro Ont.	7.75	3 Nov 05	110.37	4.05	+0.13	Bombard Car	6.00	20 Fév 27	97.87	12.99	+0.17	Poco Petrol	6.60	11 Sept 07	103.21	5.83	+0.14
Canada	10.00	1 Juin 11	105.48	5.20	+0.28	Canada	10.00	1 Juin 11	105.48	5.20	+0.28	British Col.	7.00	18 Juin 29	94.29	6.13	+0.29	Hydro Ont.	5.60	23 Juin 08	103.44	4.88	+0.17	Bombardier	7.35	22 Déc 26	71.19	10.70	+0.10	Precision Dr	6.85	26 Juin 07	103.69	5.92	+0.14
Canada	10.25	15 Mars 14	141.28	5.35	+0.32	Canada	10.25	15 Mars 14	141.28	5.35	+0.32	Hydro Qué.	5.70	1 Juin 04	105.51	3.40	+0.09	Hydro Ont.	7.45	31 Mars 13	122.29	4.71	+1.04	Com Op Pet	6.30	3 Juin 08	100.05	6.28	+0.16	Rogers Comm	8.75	15 Jul 07	80.50	14.90	+0.30
Canada	9.75	1 Juin 21	147.18	5.62	+0.20	Canada	9.75	1 Juin 21	147.18	5.62	+0.20	Hydro Qué.	8.50	15 Août 05	111.88	3.96	+0.13	Hydro Ont.	8.50	24 Mars 25	125.93	5.10	+0.35	Cdn Uni	8.40	1 Juin 05	110.30	4.18	+0.12	Thomson C	6.10	9 Juin 07	103.62	5.04	+0.14
Canada	8.00	1 Juin 23	127.86	5.59	+0.19	Canada	8.00	1 Juin 23	127.86	5.59	+0.19	Hydro Qué.	11.00	15 Août 20	152.62	6.10	+0.20	Hydro Ont.	8.25	22 Mars 26	125.59	5.10	+0.35	Cong Gas	6.10	19 Mar 28	86.88	7.06	+0.17	Wacoast En	6.70	15 Avril 08	99.36	7.83	+0.30
Canada	5.75	1 Juin 19	100.70	5.69	+0.30	Canada	5.75	1 Juin 19	100.70	5.69	+0.30	Manitoba	5.75	2 Juin 08	104.10	4.90	+0.17	P E I	6.00	3 Oct 07	105.51	4.73	+0.15	Glaa	5.40	3 Déc 02	100.29	2.28		Wacoast En	5.70	16 Avril 08	99.36	7.83	+0.30
Canada	5.10	2 Juin 03	101.29	2.89	+0.10	Canada	5.10	2 Juin 03	101.29	2.89	+0.10	Manitoba	7.75	22 Déc 25	119.70	6.14	+0.33	P E I	8.50	27 Oct 15	122.95	5.94	+0.14	Glaa	5.95	3 Déc 07	102.94	5.28	+0.15	Sears Can.	6.55	5 Nov 07	95.03	6.77	-0.06
Canada	4.25	1 Déc. 21	111.27	3.44	-0.34	Canada	4.25	1 Déc. 21	111.27	3.44	-0.34	N Brunswick	6.00	27 Déc 17	100.89	5.92	+0.28	Québec	6.00	1 Oct 29	89.75	5.25	+0.27	Glaa	6.45	3 Déc 02	91.70	7.10	+0.17	Unicor Inc	6.10	9 Juin 07	103.62	5.23	+0.14
Canada	4.25	1 Déc. 26	112.82	3.46	-0.40	Canada	4.25	1 Déc. 26	112.82	3.46	-0.40	N Brunswick	6.15	17 Avril 28	98.84	6.25	+0.29	Sask.	7.50	19 Déc 05	108.82	4.12	+0.13	Hudson B.	6.85	11 Déc 03	103.80	5.08		Thomson C	6.50	9 Juin 07	103.62	5.23	+0.14
Canada	7.75	5 Mai 03	102.46	2.93		Canada	7.75	5 Mai 03	102.46	2.93		N Brunswick	6.60	1 Juin 04	104.01	6.27	+0.30	Sask.	5.50	2 Juin 08	102.93	4.89	+0.17	Intrustest	6.85	2 Déc 02	100.30	1.42		Wacoast En	6.70	15 Avril 08	99.36	7.83	+0.30
Canada	7.25	1 Juin 07	111.57	4.43	+0.14	Canada	7.25	1 Juin 07	111.57	4.43	+0.14	N Brunswick	6.10	19 Juin 06	110.04	4.13	+0.14	Sask.	8.75	30 Mars 25	131.52	5.14	+0.35	Investors Gr	6.65	13 Déc 27	89.76	7.56	+0.16	Wacoast En	5.70	16 Avril 08	99.36	7.83	+0.30
Canada	7.25	1 Juin 07	111.57	4.43	+0.14	Canada	7.25	1 Juin 07	111.57	4.43	+0.14	N Brunswick	6.10	12 Sept. 07	106.26	4.67	+0.15	Tor-Met	7.75	1 Oct 05	110.35	4.14	+0.13	Molson Br	6.70	2 Juin 28	93.44	7.26	+0.17	Wacoast En	5.70	16 Avril 08	99.36	7.83	+0.30

LES DEVISES														
Bahrein	dinar	\$ 4.2753	Danemark	couronne	\$ 0.2122	Israël	shekel	\$ 0.3408	Pakistan	roupie	\$ 0.0284	Sri Lanka	roupie	\$ 0.01677
Barbade	dollar	\$ 0.8177	Egypte	livre	\$ 0.3515	Jamaïque	dollar	\$ 0.0347	Pérou	dollar	\$ 0.0475	Suède	couronne	\$ 0.1726
Bermudes	dollar	\$ 1.5833	Em.A.U.	dinar	\$ 0.4388	Japon	yen	\$ 0.012574	Philippines	peso	\$ 0.0304	Suisse	franc	\$ 1.0680
Bésil	dollar	\$ 0.4132	Etats-Unis	dollar	\$ 1.5647	Kenya	shilling	\$ 0.0203	Pologne	dollar	\$ 0.3935	Taiwan	dollar	\$ 0.0464
Bulgarie	lev	\$ 0.8020	Europe	euro	\$ 1.5303	Koweït	dinar	\$ 5.4015	Rép. dominicaine	peso	\$ 0.0571	Tanzanie	shilling	\$ 0.001653
Canada	dollar	\$ 0.6119	Fidji	dollar	\$ 0.7716	Liban	livre	\$ 0.001065	Rép. tchèque	couronne	\$ 0.0807	Thaïlande	baht	\$ 0.03070
Chili	peso	\$ 0.00219	Guyane	dollar	\$ 0.009003	Malaisie	ringgit	\$ 0.4349	Roumanie	leu	\$ 0.0000482	Trinité-Tobago	dollar	\$ 0.2666
Afrique du Sud	rand	\$ 0.1609	Haiti	gourde	\$ 0.0512	Maroc	dinar	\$ 0.1500	Royaume-Uni	livre	\$ 2.4323	Tunisie	dinar	\$ 1.1504
Arabie saoudite	rial	\$ 0.4336	Hong Kong	dollar	\$ 0.2070	Mexique	peso	\$ 0.1684	Russie	dollar	\$ 0.0507	Turquie	lira	\$ 0.0000096
Argentine	peso	\$ 0.44518	Colombie	peso	\$ 0.00649	Norvège	couronne	\$ 0.2135	Singapour	dollar	\$ 0.9008	Ukraine	hryvna	\$ 0.30222
Australie	dollar	\$ 0.9012	Corée	won	\$ 0.001308	Inde	roupie	\$ 0.0342	Slovaquie	dollar	\$ 0.0378	Venezuela	bolivar	\$ 0.00113
Bahamas	dollar	\$ 1.5833	Costa Rica	colon	\$ 0.004340	Indonésie	roupie	\$ 0.000183	Nouvelle-Zélande	dollar	\$ 0.008683	Les cotes sont en devises canadiennes.		

Ottawa entrebâille la porte aux fusions de banques et les titres s’envolent

d’après Bloomberg

OTTAWA – Les actions de trois des plus importantes banques canadiennes ont fait un bond hier à la suite d’une initiative du gouvernement pour clarifier les règles présidant aux éventuelles fusions. Dans le passé, les dirigeants des banques ont soutenu que ces règles constituaient un obstacle à la consolidation en raison de leur imprécision.

Le titre de la CIBC a gagné 2,9 %, celui de la Banque de Nouvelle-Écosse, 2,7 % et celui de la Banque de Montréal, 3,4 %. Sur le plan des actifs, ces banques se classent respectivement aux troisième, quatrième et cinquième rangs au Canada.

Il a quelque temps, des responsables tels Edmund Clark, président de la Banque Toronto-Dominion, qualifiaient de trop vague la règle du gouvernement selon laquelle les fusions devaient servir l’intérêt public. Selon lui, les banques n’allaient pas risquer une fusion tant que le gouvernement ne préciserait pas ce qu’il entendait par là. À ce sujet, le ministre des Finances John Manley, qui

doit approuver les fusions, dit que c’est justement son objectif.

« Nul doute que les fusions deviennent plus probables », avance Stephen Gauthier, qui contribue à la gestion de 300 millions au bureau montréalais de la banque suisse privée Pictect & Cie.

« Feu vert » d’ici 2005 ?

Il est probable que le gouvernement imposera des contraintes un peu trop serrées au goût des banques, et « qu’il les assouplira dans deux ou trois ans pour faciliter les choses, dit M. Gauthier. C’est comme leur donner le feu vert et leur dire d’attendre un peu ».

En 1998, le gouvernement s’était opposé au rachat de la Banque de Montréal par la Banque Royale et à la fusion de la CIBC avec la TD. L’an dernier, les législateurs ont adopté des lois établissant les règles qui doivent s’appliquer aux fusions futures, y compris l’élément « intérêt public ».

Pour sa part, M. Manley a expédié une lettre demandant à deux comités du Parlement de recommander quelles dispositions les banques devraient adopter pour s’assurer que toute fusion profite à la majorité des Canadiens.

« Depuis la diffusion de ces lignes directrices, certaines parties prenantes ont indiqué

que la notion d’intérêt public associée à l’examen de la question des fusions bancaires devrait être clarifiée, écrit M. Manley. Le gouvernement acquiesce. »

Ainsi, le ministre des Finances a demandé aux comités de se pencher sur les répercussions des fusions sous quatre aspects : l’accès aux services financiers hors des grandes villes ; la disponibilité du financement pour les petites entreprises ; la croissance économique à long terme, et le sort réservé aux employés qui seraient licenciés à la suite des fusions.

Sue Barnes, présidente libérale du Comité de la Chambre sur les finances, a fait savoir au cours d’une entrevue que son comité devait d’abord se pencher sur les questions de budget et qu’il s’occuperait ensuite de l’affaire des fusions bancaires dès que possible.

De son côté, Leo Kolber, président du Comité du Sénat sur les banques, n’a pu être joint pour obtenir ses commentaires, a dit un porte-parole de son bureau.

À 16h, hier, le titre de la CIBC gagnait 1,15 \$, à 40,64 \$, à la Bourse de Toronto, celui de la Banque de Nouvelle-Écosse, 1,26 \$, à 48,06 \$, et l’action de la Banque de Montréal prenait 1,31 \$, à 40,30 \$.

La Banque Toronto-Dominion ajoutait 51 cents, à 32,34 \$, à la fermeture. Par contre, l’action de la Banque Royale, plus importante banque au pays, cédait 1,22 \$, à 55,42 \$.

Les investisseurs estiment que la Banque de Montréal sera vraisemblablement la plus susceptible d’être rachetée, dit M. Gauthier.

« Les titres que vous souhaitez posséder une fois que les lois seront en vigueur sont ceux de compagnies qui seront *approchées* par des acheteurs, dit-il. La Royale approchera plutôt que d’être approchée. »

Une plus grande clarté

Beja Rodeck, porte-parole de la Banque Royale, a refusé d’émettre des commentaires, tandis que la porte-parole de la Banque de Nouvelle-Écosse, Pamela Agnew, n’a pu être jointe.

Pour sa part, Ian Blair, porte-parole de la Banque de Montréal, a dit que celle-ci « observerait les travaux avec intérêt, comme de nombreux Canadiens ». Il a refusé de commenter plus avant.

Robert Waite, porte-parole de la CIBC, a indiqué que la banque approuvait l’initiative gouvernementale. « Nous croyons qu’il est utile de revoir le processus de temps à autre », dit-il.

De son côté, la Banque Toronto-Dominion accueille volontiers « toute initiative visant à fournir une plus grande clarté à cette question et attend avec intérêt de connaître les vues du comité », a avancé Neil Parmenter, porte-parole de la banque.